

Le phénomène de la scolarisation du Québec et des multiples réformes qu'elle a engendrées n'a pas créé que de profonds différends entre l'État et les étudiants et étudiantes. Avec l'influence de la lutte syndicale, certains et certaines prennent conscience qu'ils et qu'elles sont des travailleurs intellectuels et travailleuses intellectuelles qui peuvent amener des changements au sein de la société. Les associations étudiantes, qui jusque-là limitaient leur action à l'organisation des activités parascolaires, ont acquis au fil de l'année un mandat tout autre : celui de défendre les droits de leurs membres. Néanmoins, ces droits dont il est question et les méthodes auxquelles ont fait appel ne créent pas l'unanimité. Nous avons pu remarquer des conflits de pouvoir persistants entre ces associations étudiantes départagées par différentes idéologies politiques dans le mouvement des années 1970 à aujourd'hui. En effet, jamais les étudiants et étudiantes n'ont joui d'une véritable unité dans cette lutte continuelle pour faire valoir leurs droits.

Malgré ces brouilles, le mouvement étudiant a tout de même réussi un véritable tour de force en réunissant, à son point le plus fort, plus de deux cent trente mille étudiants et étudiantes en grève au Québec lors de l'hiver 2005. Cet arrêt temporaire des cours, qui s'est avéré plutôt insistant, est devenu très certainement un nouveau point culminant de ce combat qui perdure. Dans cette étude, nous porterons attention aux différentes idéologies politiques présentes dans ce conflit interne divisant les associations étudiantes en ciblant la période des années 1990 à aujourd'hui, tout en tentant de bien saisir l'influence des partis politiques dans les luttes de pouvoir. Ce découpage du temps souligne deux événements majeurs, d'abord la création des fédérations et ensuite la grève de l'hiver 2005. Ces fédérations et leur concertation, depuis leur création, sont en continuel conflit avec les organisations qui se réclament du syndicalisme de combat.

Qui plus est, le nombre multiple d'arènes politiques où le conflit s'étend est aussi digne d'intérêt. Dans les médias, dans les associations étudiantes, au sein du gouvernement et dans la rue, les stratégies se multiplient. Alors que les fédérations, qui sont relativement de droite<sup>1</sup>, ont

---

<sup>1</sup> Les questions de droite et de gauche sont très relatives. Les fédérations pourraient, dans certains milieux, être considérées d'extrême gauche, et probablement qu'elles sont de centre gauche ou de centre si nous les situons sur l'échelle politique québécoise. Cependant, si nous les comparons avec les autres organisations étudiantes ou même

cette tendance de jouer le jeu des médias tout en manipulant la ferveur du grand public, la CASSÉE, de gauche et parfois d'extrême gauche si nous la comparons à ses opposants, préfère entamer le dialogue dans la rue en créant un rapport de force à l'aide de nombreuses manifestations ou d'actions troublant l'ordre public. De plus, ces deux organisations vont se disputer la faveur des associations étudiantes en devenant les sujets des nombreuses affiliations et désaffiliations. Face au gouvernement, nous retrouvons aux extrêmes les stratégies de lobbying, de concertation ou tout simplement de rupture des négociations.

Bref, en faisant la synthèse de ce conflit interne entre étudiants et étudiantes, véritable obstacle à la création d'un front commun, cette étude nous permettra de faire ressortir l'influence des différentes idéologies politiques présentes dans la société, ainsi que leurs liens avec les changements sociaux.

### **Aspect statique du conflit<sup>1</sup>**

#### Les acteurs

Tout d'abord, pour mieux comprendre le conflit, nous devons en cerner les différents acteurs. Il serait illusoire de croire que celui-ci ne touche que les étudiants. En effet, après réflexion, il est aisé de constater la portée de ces grèves générales. Dès le départ, nous pouvons départager deux camps dans les acteurs politiques situés au premier rang du désaccord. Le premier comporte deux fédérations droitistes : la FÉCQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) et la FÉUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec). Le deuxième camp, beaucoup plus gauchiste<sup>2</sup>, a comme visage l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) devenue la CASSÉE (Coalition de l'ASSÉ élargie) le temps de la grève historique en

---

avec l'ensemble du mouvement syndical dans l'histoire, elles sont de droite. Si nous les comparons avec des acteurs plus connus de la scène québécoise actuelle, elles se rapprochent de l'aile moins combative de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), représentée par Henri Massé. C'est en sachant que les termes de gauche et de droite sont très relatifs que nous les utiliserons. Pour alléger le texte, nous parlerons des fédérations étudiantes comme des organisations de droite et de l'ASSÉ, la CASSÉE, le MDÉ, etc. comme provenant de la gauche.

<sup>1</sup> Il est important de savoir que cette section du travail ne parlera pas uniquement de l'aspect statique du conflit. En effet, nous y avons inclus plusieurs éléments dynamiques pour permettre de mieux comprendre l'aspect statique.

<sup>2</sup> Certains n'hésiteront pas à qualifier ce groupe de portion « radicale » du mouvement. Cette expression fait souvent allusion aux moyens quelques fois violents auxquels font appel les membres pour arriver à leur fin. Plusieurs personnes au sein de la CASSÉE n'hésiteront pas à affirmer leur radicalité, au sens étymologique : ils et elles veulent régler les problèmes à la racine de ceux-ci. Selon eux, le système social, politique et économique a de graves conséquences sur la population et c'est en changeant celui-ci que les problèmes se régleront.

hiver et au printemps 2005. Qui plus est, puisque cette étude vise à observer le phénomène des années 1990 à aujourd'hui, on ajoutera à ce deuxième camp le MDÉ (Mouvement pour le droit à l'éducation), l'ancêtre direct de l'ASSÉ qui a participé à la grève de 1996. D'autres groupes se trouvent indirectement touchés. Il s'agira donc d'identifier de manière concise les acteurs économiques et idéologiques affectés par ce conflit de longue haleine.

### Les acteurs politiques

La FÉUQ constitue aujourd'hui le premier groupe en importance en ce qui a trait au nombre d'associations d'étudiantes universitaires qu'il regroupe et qu'il représente. La FÉCQ, son homologue collégial, travaille avec elle souvent en concordance et partage sensiblement les mêmes idées. Néanmoins, pour pouvoir relater leur création, il importe de remonter à une autre grève étudiante majeure, c'est-à-dire celle qui a eu lieu vers la fin des années 1980. C'est à ce moment que la Fédération des étudiants et étudiantes du Québec (FÉÉQ) voit le jour, alors que l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANÉÉQ), association étudiante syndicale jusque-là interlocutrice principale dans les négociations avec le gouvernement, perd de la vitesse. Puis, en mars 1989, c'est la FÉCQ qui est créée. Dès lors, nous constatons doucement un revirement de situation : ce sont ces fédérations qui ont dorénavant prédominance dans le mouvement étudiant. La création de ces fédérations constitue donc un tournant majeur. En effet, d'un point de vue négatif, certains vont croire qu'avec leur arrivée :

Le mouvement étudiant a définitivement perdu son autonomie [...]. [La FÉCQ et la FÉUQ] ont rompu avec la tradition en devenant plus ou moins des organes du Parti Libéral ou du Parti Québécois [...] et en s'insérant dans l'ensemble des instances de collaboration et de concertation (Association pour une solidarité syndicale étudiante 2004).

Dès lors, on voit une alliance visible et logique entre les deux fédérations<sup>1</sup> qui se réuniront dans le Mouvement des étudiants et étudiantes du Québec (MÉÉQ). La création de ces organisations se veut une alternative douce pour les étudiants moins enclins à l'ANÉÉQ et à ses moyens plus radicaux. Comme différence notable, les fédérations ont uniquement le mandat de défendre les droits et intérêts des étudiants et des étudiantes. Notons que la FÉCQ était dirigée par Julie Bouchard durant la grève de 2005 et compte aujourd'hui un peu plus que 37 000 membres

<sup>1</sup> La FÉÉQ aura changé son nom pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FÉUQ) avec l'arrivée de la FÉCQ, pour éviter les ambiguïtés.

(Chouinard 2005a), alors que la FÉUQ, dont le président durant cette grève était Pier-André Bouchard, en dénombre 142 000.<sup>1</sup>

Le MDÉ, quant à lui, est une organisation qui est apparue en 1995, peu après la dissolution de l'ANÉÉQ pour remettre au goût du jour le syndicalisme étudiant de combat. Tout comme les fédérations se sont avérées des alternatives à celui-ci, le MDÉ devient l'alternative aux fédérations qui à ce moment, mène le bal du mouvement (Association pour une solidarité syndicale étudiante 2004).

L'ASSÉ, devenue la CASSÉE le temps de la grève afin de rejoindre le plus d'associations possibles, existe depuis quatre ans et poursuit la tradition syndicale du MDÉ et de l'ANÉÉQ. Elle voit la scolarité comme un droit fondamental qui devrait être gratuit. Elle regroupe des associations universitaires et collégiales. L'étudiant, quant à lui, dans cette perspective de syndicalisme de combat, est vu comme un acteur de changement social et pas seulement une entité en formation. L'ASSÉ compte actuellement 30 000 membres et la CASSÉE 50 000 (Association pour une solidarité syndicale étudiante 2005). Durant la grève, elle a aucun président, et quelques porte-parole, dont le principal : Xavier Lafrance.

Puisque l'appareil étatique reste mais que le gouvernement change, il importe de décrire ce dernier lors des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. Lorsque la FÉCQ et la FÉUQ sont créées, c'est le Parti libéral du Québec qui est au pouvoir. Puis, en 1994, le Parti québécois (PQ) de Jacques Parizeau est élu. Celui-ci démissionne l'année suivante, et c'est Lucien Bouchard qui prend sa place. Ce dernier démissionne à son tour en 2001. Il est à remarquer que Pauline Marois est la ministre de l'éducation lors de la grève de 1996. Lors de celle de 2005, c'est un gouvernement constitué du Parti libéral du Québec (PLQ) et dirigé par Jean Charest qui est au pouvoir. À la suite d'un remaniement ministériel qui a lieu en pleine ascension des hostilités étudiantes contre la réforme, Jean-Marc Fournier devient le nouveau point de mire en se faisant nommer ministre de l'Éducation, poste jusque-là occupé par Pierre Reid. Ce dernier joue un rôle d'importance puisqu'il aide à contribuer de manière effective à l'ascension des hostilités entre

---

<sup>1</sup> Ce chiffre vient des 170 000 étudiants annoncés de la FÉUQ moins les 28 000 qu'elle vient de perdre lors d'un référendum de désaffiliation à l'université Laval.

les fédérations et les associations dites syndicales en choisissant un interlocuteur privilégié aux négociations.

Différents partis politiques ont aussi pris part au débat en prenant position face aux enjeux de la grève, et ce, souvent en donnant leur appui au mouvement étudiant. Cette opposition envers le parti au pouvoir s'avère plutôt systématique et s'insère dans le jeu politique. Néanmoins, alors que les leaders du Parti québécois (PQ), de l'Action démocratique du Québec (ADQ), du Nouveau Parti démocratique (NPD), de l'Union des Forces progressistes (UFP), d'Option citoyenne se sont tous ralliés à la cause des étudiants, certains doutent de la légitimité de la grève. Fait intéressant, Pauline Marois, membre du PQ et de l'opposition et ayant auparavant occupé le poste de Fournier, a, elle, soutenu les actions des étudiants et étudiantes alors que son chef Bernard Landry a nuancé ses propos en mentionnant qu'il était pour la cause, mais pas nécessairement pour les moyens déployés (Curran et de Souza, 2005, A2). Plusieurs députés du Parti québécois ont tout de même portés le carré rouge, symbole instauré par la CASSÉÉ durant la grève. Notons aussi que le Comité national des jeunes du Parti québécois ont adopté les mêmes revendications que la CASSÉÉ (Lussier-Séguin, 2005), tandis que, comme nous le verrons plus en détails un peu plus tard, plusieurs membres du Parti québécois sont influents et influentes au sein des fédérations, en particulier de la FÉUQ, et vice versa.

### Les acteurs économiques

Par les différentes actions perpétrées par certains membres de la CASSÉÉ, des acteurs économiques tels le Conseil du patronat et l'Institut économique de Montréal ont eux aussi été touchés par le conflit, cette fois-ci de manière plus indirecte. En effet, durant plusieurs semaines, on a pu constater un sommet des actions visant à des perturbations d'ordre économique par la CASSÉÉ. Blocage du port de Montréal, d'une banque, de l'entrepôt de la SAQ, etc., occupation des bureaux du Conseil du patronat, du ministère des Finances au Centre de commerce mondial<sup>1</sup>, de la tour de la Bourse, du complexe G, etc.: beaucoup d'efforts ont été déployés par ce groupe pour tenter d'avoir un poids économique (Thibault, 2005a). Par conséquent, ces quelques

<sup>1</sup>Parmi toutes les actions dont nous avons parlé, il s'agit de la seule qui n'est pas organisée uniquement par des membres de la CASSÉÉ. Les occupants provenaient de tous les groupes qui réclamaient l'unité du mouvement.

institutions économiques ont été paralysées ou du moins, touchées par le conflit. La CASSÉE avait ainsi comme stratégie de toucher l'économie pour se faire entendre auprès du gouvernement afin d'accentuer la pression sur ce dernier puisque l'économique aurait plus de pouvoir que la population sur le politique.

Certains groupes d'économistes et importants noms dans le domaine, comme Joseph Facal ou l'Institut économique de Montréal, ont aussi profité du débat sur la grève pour réclamer le dégel des droits de scolarité. Un ancien vice-président de la FÉCQ qui étudie l'économie en Grande-Bretagne a aussi écrit un texte dans cette perspective. (Côté 2005)

### Les acteurs idéologiques

Finalement, les institutions universitaires et collégiales, en tant qu'acteurs idéologiques, ont aussi eu leur mot à dire dans le conflit. Bien que plusieurs associations forment souvent une institution scolaire, il reste que certaines sont en général considérées plus gauchistes que d'autres. Dans un article paru dans *La Presse* le 8 mars 2005, Caroline Touzin s'interroge sur le cas du cégep Saint-Laurent, le premier collège à avoir eu un mandat de grève à l'hiver 2005. L'association étudiante adhère davantage aux revendications larges de la CASSÉE et juge celles des fédérations insuffisantes (Touzin 2005b, A3). D'autres, néanmoins, ont changé de cap durant la grève de l'hiver 2005 pour se désaffilier de celle-ci. C'est le cas du Collège de Bois-de-Boulogne. Ce jeu d'affiliations et de désaffiliations sera décrit plus en détail un peu plus bas.

### L'objet

Néanmoins, ces deux bannières différentes aux mentalités très divergentes ont la même visée dans ce conflit: faire adhérer des associations étudiantes au mouvement pour finalement obtenir gain de cause face au gouvernement.

### L'enjeu

#### L'analyse des intérêts

L'analyse des intérêts des différentes organisations engagées dans le mouvement étudiant est plus complexe qu'elle ne le semble. Évidemment, il y a un nombre important de militants et

militantes et d'étudiants et étudiantes qui croyaient sincèrement aux revendications syndicales de leurs groupes respectifs, comme à la gratuité scolaire ou au réinvestissement des cent trois millions de dollars en prêts et bourses dans le cas de la grève de l'hiver 2005. La satisfaction de leurs demandes constitue l'intérêt de ces personnes, qu'elles profitent ou non des gains qu'elles espèrent. Selon une analyse individualiste, certains et certaines affirmeront que ces personnes agissent dans leur intérêt, de façon égoïste, et cela pour plusieurs raisons, comme pour améliorer leur estime de soi ou pour favoriser leurs relations interpersonnelles.

De plus, il semble clair qu'à chacun des conflits entre le gouvernement et les organisations étudiantes, ces dernières cherchent, de différentes façons, à augmenter le nombre de leurs membres dans l'objectif d'avoir plus de poids dans leurs luttes respectives. Des erreurs stratégiques ou des gestes désavoués par leurs membres peuvent aussi mener à des désaffiliations. Il faut par contre noter que d'autres intérêts, plus machiavéliques, sont prêtés aux différentes organisations ou personnes impliquées.

---

#### L'analyse des intérêts machiavéliques

Depuis la création des fédérations, les critiques sont nombreuses quant à la véritable intention de leurs dirigeants et dirigeantes en ce qui a trait à leur engagement dans la cause étudiante. À chacune des campagnes de désaffiliation ou d'affiliation, la gauche étudiante accuse «ces bureaucrates» de carriérisme, car ils cherchent, par leur implication, à se trouver un emploi dans la fonction publique ou à l'intérieur des partis politiques. En annexe 1, une énumération tente à démontrer ce propos en donnant des implications antérieures et des emplois actuels d'anciens présidents et d'anciennes présidentes de la FÉCQ et de la FÉUQ. De plus, les dirigeants et dirigeantes des fédérations reçoivent des bourses de 7000 \$ du gouvernement<sup>1</sup> (Anonyme, 2001b), ce qui laisse supposer des doutes quant à leurs véritables intentions militantes. Rajoutons à cela le fait que les fédérations ont longtemps eu comme revendication qu'il fallait reconnaître dans un bulletin l'engagement des étudiants et étudiantes qui militaient (Ministère de l'Éducation 2005). Cette revendication a été entendue par le gouvernement qui a

---

<sup>1</sup> Cette politique qui rajoute de nouveaux intérêts aux exécutants et exécutantes des fédérations est aussi critiquée, car elle réduit l'indépendance des fédérations et du gouvernement.

investi 1,3 million de dollars en janvier 2005 pour la satisfaire. En réponse à ces critiques, Pier-André Bouchard explique sa position dans le journal des étudiants et étudiantes de l'Université de Montréal, le Quartier Libre :

Quartier Libre : Mais la possibilité de promotion pour les anciens membres de la FÉUQ ne vous rend-elle pas plus carriériste?

Pier-André Bouchard : Non, absolument pas. Je peux vous garantir que si cette option-là était le moindre présent au sein de la FÉUQ, et que l'intérêt personnel primait avant tout, les officiers ne resteraient pas longtemps (Gruber 2005).

Il est à remarquer que l'annexe 1, dont nous venons de parler, a été fait à partir d'un document qui expose de façon exhaustive les carrières des présidents et présidentes de la FÉCQ et de la FÉUQ. Ce document a aussi été utilisé pour dénoncer les liens entre les fédérations étudiantes et le Parti Québécois. Cependant, ces critiques ne s'arrêtent pas là. Historiquement, les premiers adversaires à l'ANÉÉQ étaient des péquistes (Bédard, 1994) et la FÉUQ a ainsi été créé principalement par eux lors d'une scission au sein de l'ANÉÉQ à cause d'une grève qui, sans être un échec total, n'avait pas donné les résultats escomptés (Association pour une solidarité syndicale étudiante, 2004). En 1998, la FÉUQ avait comme revendication un réinvestissement de 1,3 milliard dans ce secteur, soit 100 000\$ de moins que la promesse électorale du Parti Québécois, alors que, deux ans auparavant, le Parti Québécois, pour arriver au déficit zéro lequel avait été approuvé par la FÉUQ et la majorité des syndicats, avait comprimé de 1,9 milliard les dépenses en éducation.

Notons que ce 1,4 milliard de réinvestissement promis en 1998 devait fondre à 1 milliard au Sommet de Québec et de la Jeunesse, avec seulement 500 millions récurant après trois ans, ce qui n'a pas empêché la FÉUQ de crier victoire en adhérant [aux conclusions du Sommet]. (Anonyme 2001a)

Depuis plusieurs années, lors de périodes électorales, en se justifiant par une profession de foi envers la démocratie représentative, la FÉUQ a jugé, en 1998 et en 2000, quels partis politiques avaient les meilleures positions pour les étudiants et étudiantes et c'est évidemment le Parti Québécois et le Bloc Québécois qui ont été choisis. Au fédéral, au provincial et au municipal, la FÉUQ ne prend même pas le temps d'analyser les programmes de plus petits partis, allant jusqu'à ignorer complètement le NPD, le seul parti d'envergure qui aurait pu rivaliser avec le Bloc pour des propositions sociales-démocrates en éducation. (Hors d'œuvre, 2005a) Encore aujourd'hui, à la veille des élections fédérales, la FÉUQ décide que son nouveau



cheval de bataille est le déséquilibre fiscal, soit une position défendue par le Bloc Québécois depuis des années. Plus récemment, en 2004, à Porto Alegre, la FÉUQ y avait envoyé, comme représentant, le vice-président aux affaires internationales, Guillaume Lavoie. Rendu là-bas, lors d'une conférence sur la diversité culturelle, le leader étudiant et aussi ancien président des jeunes péquistes du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Ungava, a parlé au nom de Daniel Turp, député péquiste qui n'avait pas pu se présenter (Larouche 2005). Même André Boisclair a affirmé au cégep Maisonneuve durant la campagne pour la chefferie du Parti québécois avoir travaillé pour faire disparaître l'ANÉÉQ. (Thibault 2005b) Aussi, en automne 2005, à la suite de l'annonce de l'adhésion au Parti québécois de Pier-André Bouchard (et plus tard, de son appui à Boisclair) et de la candidature pour le Parti Québécois, lors des élections partielles à Outremont, de l'organisateur de la grève 2005 pour la FÉUQ, Farouk Karim, onze anciens dirigeants ou militants et anciennes dirigeantes ou militantes de la FÉCQ et de la FÉUQ, comme Julie Bouchard, ont dénoncé «les opérations de marketing politique qui récupèrent la force d'une cause et d'un mouvement à des fins purement partisans» (Chouinard, 2005b). Un document de réflexion de l'Association étudiantes de l'Université Laval inscrits en cycles supérieurs (AÉLIÉS) va jusqu'à qu'à soutenir que :

L'absence d'analyse politique peut être attribuée aux liens étroits que la FÉUQ entretient avec le Parti Québécois au pouvoir depuis 1994 jusqu'à tout récemment. La capitulation de la FÉUQ et de sa direction a été notamment évidente lors du Sommet du Québec et de la Jeunesse (février 2000). Ainsi, il ne s'agit pas d'une coïncidence, si depuis l'arrivée du Parti Libéral au pouvoir (avril 2003) la FÉUQ commence à faire des sorties médiatiques plus agressives<sup>1</sup>. (AÉLIÉS 2003)

Normalement, la FÉCQ et la FÉUQ ne se sont jamais cachés de vouloir changer le système actuel de l'intérieur. De ce fait, ils se défendent d'être le club école du Parti québécois. Les fédérations affirment que lorsqu'elles appellent à voter pour un parti, c'est dans le but d'amener les partis à avoir de meilleures positions en éducation. De plus, certains et certaines affirment normal que des personnes s'intéressant à la politique, s'y lancent ensuite, et que lorsqu'on s'implique dans un groupe comme la FÉUQ, il est normal que l'on aille vers le Parti québécois plutôt qu'au Parti libéral du Québec ou à l'Action démocratique du Québec, partis plus à droite.

<sup>1</sup> De plus, la grève étudiante de 2005 a marqué un tournant dans les sondages, en faveur du Parti Québécois.

Quelques mois avant que Pier-André Bouchard annonce officiellement son allégeance péquiste, il avait déclaré, au journal le Quartier libre :

C'est clair que la FÉUQ est une école de politique. On développe un sens politique, une analyse et aussi des contacts au sein des acteurs sociaux comme les partis politiques par exemple. C'est sûr qu'il y a d'anciens militants qui sont dans le Parti québécois mais il y en a aussi dans le Parti libéral et aussi à l'ADQ et aussi dans les partis plus minoritaires ou au fédéral. Le lien avec le Parti québécois s'est entretenu, je pense, surtout dans les années 1990, quand il y avait un mandat souverainiste. Ce mandat n'est plus là maintenant. Et je pense que cela n'est plus présent. C'est sûr qu'il y a des gens qui ont des affinités politiques, mais c'est très hétéroclite (Gruber 2005).

Dans une entrevue pour un journal étudiant de Québec, un ancien président du Conseil national des cycles supérieurs de la FÉUQ rajoute d'autres arguments :

M. Mamboundou prétend que c'est un «faux problème». «Il faudrait que l'on évite de confondre les opinions politiques des uns et des autres et la position de la Fédération», lance Wenceslas Mam's Mamboundou. L'ensemble des personnes «qui sont passés à la FÉUQ ont d'abord agi pour l'intérêt des étudiants», soutient-il. Par ailleurs, M. Mamboundou ne voit pas le problème à ce que certains exécutants profitent de leurs contacts pour «faciliter parfois les rencontres.» «Je ne pense pas que ce soit un frein, le fait qu'il soit militant péquiste ou libéral et qu'il soit à l'exécutif de la FÉUQ.» (Guillemette 2005)

Quant aux personnes qui se sont le plus investies dans la CASSÉE, elles étaient souvent très à gauche et même d'extrême gauche. Dans un bon nombre d'associations étudiantes de Montréal, les anarchistes y avaient beaucoup d'influence, à quelques endroits en province (comme à Saint-Jérôme), des communistes, dont certains léninistes ou maoïstes, y avaient de l'importance et à d'autres endroits, c'était des socialistes de l'Union des forces progressistes ou même des sociaux-démocrates de l'aile gauche du Parti québécois, qui avaient du poids dans les décisions. Tous ces groupes, durant la grève, ont tenté de convaincre des personnes de leurs idéologies. Et la plupart ne s'en cache pas : ils et elles agissaient selon une logique globale. Ils et elles ne croyaient pas que la grève allait tout changer, mais plutôt que cette grève allait permettre des débats d'idées et qu'elle était pour faire progresser la situation politique en faveur de leur idéologie respective. Dans le cas des anarchistes et des communistes, cela était encore plus évident. Les thèses marxistes affirment en effet que la structure idéologique de la société, dont les médias de masse, est déterminée par sa structure économique. Étant donné l'impossibilité, selon leur doctrine, d'avoir une importante influence à travers ces médias, l'extrême gauche se concentre sur une approche plus directe avec gens, ce que permet une grève, du moins entre les personnes qui s'impliquent beaucoup. De plus, l'intransigeance très prévisible des gouvernements lors d'une grève mène presque à tout coup à une radicalisation des grévistes,

donc, selon l'extrême gauche, à une meilleure conscience du fonctionnement de la lutte des classes. Aussi, remarquons qu'une grève est un lieu où peuvent s'expérimenter collectivement des tentatives de démocratie directe, ce qui est très avantageux pour les anarchistes. Dans le reste de la CASSÉE, la majorité de ceux et de celles qui connaissaient l'objectif de l'extrême gauche à travers la grève, ne s'y objectaient pas, car ils croyaient que les processus de décisions étaient démocratiques et, donc, que l'extrême gauche étudiante, qui évidemment serait nombreuse à appuyer activement une grève menée par un syndicat de combat, ne devait pas à être exclu du processus de décision.

#### L'analyse marxiste des intérêts

Cependant, sachons que l'extrême gauche adoptait aussi une analyse marxiste des intérêts. Selon elle, la lutte des classes n'est pas présente de la même façon dans le mouvement étudiant que dans le reste de la société. En effet, dû au manque d'accessibilité à l'université, les étudiants et étudiantes sont une classe plutôt favorisée de la population. Ils et elles viennent de différentes classes sociales, dont certains et certaines de classes bourgeoises et plusieurs étudient dans l'intention de détenir plus tard des moyens de production ou d'occuper des emplois petits-bourgeois. Dépendant des classes sociales dont ils et elles proviennent, les universitaires et les cégepiens et cégepiennes s'organisent de façon à mener une lutte de classes. Ainsi, certains groupes du mouvement étudiant, comme la CASSÉE, représenteraient les intérêts prolétaires alors que d'autres, comme les fédérations, auraient comme objectif des intérêts bourgeois. Plusieurs militants et militantes de gauche ont ainsi critiqué la FÉCQ et la FÉUQ pour leur recherche constante de consensus, car selon eux, cela signifiait que les associations étudiantes plus à gauche étaient obligées d'adopter les positions les plus modérées. Toujours selon certains et certaines marxistes, l'existence au sein de la CASSÉE de bourgeois et de prolétaires aliénés, dont un certain nombre a comme intention de devenir bourgeois, amènera ce groupe à arrêter la grève. Au contraire, au sein des fédérations, les prolétaires conduiront celles-ci à un virage à gauche en 2005 dans l'objectif de ne pas perdre de membres qui iraient vers une organisation plus proche de la réalité des pauvres. Selon les marxistes, il faut aussi savoir que la grève en soi

est un moment révélateur de la lutte des classes, qui permet que la société ne soit pas l'unique visage de la volonté des classes privilégiées. (Hors d'œuvres 2005a)

Remarquons que certains et certaines ont fait une analyse marxiste des intérêts plus extrême dans laquelle ils et elles reprochaient à tous les groupes étudiants d'être des réformistes et de ne servir ultimement qu'à transformer le système social pour qu'il devienne plus tolérable. Ainsi, bien que la très grande majorité des anarchistes et marxistes adhéraient à la lutte de la CASSÉÉ, quelques personnes, qui disent appartenir au courant communiste ou de l'ultra-gauche, mais surnommées péjorativement les postgauchistes, ont tenu des propos contre cette organisation. Ces individus ont distribué, durant la grève, un texte qui s'intitule «Exigeons tout» et qui exprime bien leurs pensées :

L'Éducation publique : nous n'en voulons pas ! ; même gratuite, n'en reste pas moins l'éducation aliénée et aliénante. Et nous entendons bien nous battre contre tous ceux qui voudraient mieux l'emménager, qui voudraient apaiser notre colère afin que la société puisse reprendre son cours normalement. Avec leurs revendications, les étudiants et les partisans de l'éducation gratuite ne se rendent pas compte qu'ils défendent (en bon bourgeois ou bureaucrates en puissance) une institution de régulation de la société capitaliste. Si la grève en tant que rupture des flux de cette régulation est pour nous un moyen, elle ne vaut rien si elle ne sert qu'à relancer le cycle aliénant de la production et de la reproduction de la société. Si nous sommes pour la grève, c'est pour qu'elle soit définitive. L'Université n'est pas pour nous un lieu, un monde à transformer où nous voudrions vivre et pour lequel se battre. Non : l'Université n'est que le lieu du conflit qui nous y oppose, elle est un champ de bataille, une ligne de front. Notre mode est ce qui se construit derrière cette ligne. Notre monde apparaît à mesure que l'université disparaît. (Anonyme, 2005)

Dans un certain sens, ces personnes ne croient pas qu'il faille s'organiser sur la base d'associations étudiantes, mais bien en groupes d'affinités. Ces critiques sont semblables à celles que ces mêmes personnes font à l'encontre de tous les autres syndicats, qui, selon eux, protègent la conception actuelle (injuste et anti-écologiste) du travail. Dans les années 1960, l'influente Internationale situationniste (I.S.) avait critiqué dans sa revue, en partie de façon semblable, l'Union nationale des étudiants de France (UNÉF) et, de ce fait, la charte de Grenoble<sup>1</sup>, parce qu'elle renonçait à une réelle conscience et cohérence révolutionnaire qui pourrait mener à la

<sup>1</sup> Nous savons que les principes syndicalistes de l'ASSÉ reposent sur l'article 1 de la Charte de Grenoble. Cet article affirme que les étudiants et étudiantes sont des travailleurs intellectuels et travailleuses intellectuelles. La Charte a eu beaucoup d'importance dans l'histoire du mouvement étudiant, mais au Québec, aucune organisation ne s'en revendique complètement. Elle est assez courte et affirme que «le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'homme». Elle décrit aussi les droits et les devoirs des étudiants et étudiantes. Les représentants et représentantes du mouvement étudiant qui signent ce texte affirment «vouloir se placer, comme [les représentants des étudiants français] l'ont fait si souvent au cours de notre histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française». (UNEF 1946)

suppression des classes sociales. Ainsi, en 1967, à un congrès de l'UNEF, une délégation de Strasbourg qui avait déjà rencontré des membres de l'I.S., exigea

dès l'ouverture de la séance, [...] le vote préalable de sa motion de *dissolution de toute l'UNEF*, «considérant que l'affirmation de l'UNEF en tant que syndicat réunissant l'avant-garde de la jeunesse (Charte de Grenoble, 1946) coïncide avec une période où le syndicalisme ouvrier était depuis longtemps vaincu et devenu appareil d'autorégulation du capitalisme moderne, travaillant à l'intégration de la classe ouvrière au système marchand... considérant que la prétention avant-gardiste de l'UNEF est démentie à tout moment par ses mots d'ordre et sa pratique sous-réformiste... considérant que le syndicalisme étudiant est une pure et simple imposture et qu'il est urgent d'y mettre fin». Cette motion se concluait en appelant «tous les étudiants révolutionnaires du monde à préparer avec tous les exploités de leur pays une lutte impitoyable contre tous les aspects du vieux monde, en vue de contribuer à l'avènement du pouvoir international des Conseils Ouvriers. (Internationale situationniste, 1997)

Quelques anarchistes qui se sont impliqués dans la CASSÉE ont expliqué leur engagement par l'impossibilité que la gratuité scolaire soit obtenue. De la même façon, en 1912, Robert LaMonte, socialiste états-unien, «suggérerait que, puisque les Progressistes ne faisaient que des réformes, les socialistes devaient de leur côté n'avoir que des «exigences impossibles» pour démasquer les limites réformistes». (Zinn, 2002) De plus, ces anarchistes ne croient pas être en totale contradiction avec l'I.S. Ils pensent qu'actuellement, il n'existe pas d'organisations proprement révolutionnaire comme l'I.S. à travers lesquelles ils peuvent s'organiser et qu'ils ne veulent pas faire la révolution à travers un groupe comme la CASSÉE, mais bien informer une partie de la population et participer à un moment de la lutte des classes. Ils affirment aussi que la CASSÉE était mieux structurée, c'est-à-dire de façon beaucoup plus démocratique, que l'inutile UNEF des années 1960<sup>1</sup>, et, d'ailleurs, ils font remarquer que la CASSÉE n'affirme pas être l'avant-garde de la jeunesse.<sup>2</sup> (Labrecque, 2005 et Simard, 2005).

### Idées

Chaque action politique est teintée par une ou plusieurs idéologies ou concepts. Toutes les luttes sont ainsi influencées par les personnes qui s'y engagent. Ces militants ou militantes

<sup>1</sup> L'UNEF affirme même sur son propre site Internet avoir manqué mai 68. (<http://www.uneflyon3.net/pageLibre0001002b.php>).

<sup>2</sup> Notons pour mieux situer le débat, qu'au plan idéologique, plusieurs libertaires reprochent aux communistes et aux communistes leur mauvaise stratégie révolutionnaire et leur opposition partielle ou complète à différents aspects de l'anarchisme, tels qu'aux Conseils ouvriers, à la démocratie directe et au fédéralisme, alors que les communistes et communistes reprochent à certains et certaines libertaires de ne pas croire possible la suppression de toutes les aliénations, de ne pas appliquer totalement l'anarchisme à leur vie quotidienne ou d'être autoritaires.

sont souvent convaincues par une idéologie précise et basent leurs analyses des événements sur celle-ci.

### Idées des fédérations étudiantes

Au sein de la FÉCQ et la FÉUQ, c'est le terme *syndicalo-réformisme* qui est utilisé pour expliquer l'ensemble de leurs gestes et de leurs positions politiques. «Réformiste, car c'est par les structures déjà en place qu'elle[s veulent] se faire entendre, tant au niveau de l'université que de celui du gouvernement.» De façon plus générale, nous remarquons que ce sont des positions sociales-démocrates ou néo-libérales que les fédérations défendent.

Il est facile de comprendre en quoi la FÉCQ et la FÉUQ sont sociales-démocrates; elles plaident en faveur du gel des droits de scolarité, d'un réinvestissement en éducation, dans les prêts et bourses, et dans un certain nombre de programmes sociaux, etc., sont opposées à la présence de l'éducation dans les traités de libre-échange et leur exécutif est très présent au Parti québécois, un parti qui semble plus à gauche que le Parti libéral du Québec ou que l'Action démocratique du Québec. Cependant, le fait que certaines de leurs idées, surtout à la FÉUQ, sont néolibérales semble plus difficile à saisir. Plusieurs exemples peuvent par contre le prouver. Ainsi, à la fin des années 1990, la FÉUQ s'était positionné en faveur des partenariats privés<sup>1</sup> pour aller chercher des investissements en éducation ainsi que pour la rentabilisation des cours et pour l'application des contrats de performance<sup>2</sup> dans l'objectif de réduire le coût des cours. De plus, en 1996, la FÉCQ et la FÉUQ se sont prononcées pour le déficit zéro. Remarquons aussi plus en détails deux autres positions.

Tout d'abord, les fédérations ont décidé en novembre dernier de créer avec d'autres groupes une coalition pour le remboursement de la dette, dont le regroupement des jeunes gens

<sup>1</sup> La FAÉCUM (Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal), actuellement la principale association au sein de la FÉUQ, avait été parmi les premiers groupes de pression à proposer, dès 1982, un partenariat de l'université avec l'entreprise privée dans le but d'accroître le rapprochement entre le marché du travail et l'université. (Bédard, 1994). Remarquons que les organisations nationales de gauche ont des revendications exactement inverses, entre autres, contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché.

<sup>2</sup> «Il s'agit d'un engagement entre une université et le gouvernement dans lequel la première établit des objectifs à atteindre (taux de diplomation, financement de la recherche, rationalisation de la banque de cours, révision des programmes moins performants, équilibre budgétaire, etc.) tandis que le second avance les fonds nécessaires selon un budget préétabli. Il va sans dire qu'en cas d'échec dans l'atteinte de ses objectifs, l'université est punie et n'obtient pas les fonds promis. Ces contrats de performance, issus d'une logique marchande néo-libérale et paternaliste de surcroît, ont été signés par les 18 universités québécoises de décembre 2000 à mai 2001.» (Poulin, 2005)

d'affaires du Québec ainsi que les comités de jeunes libéraux, péquistes et adéquistes font partis. Ce regroupement a réussi à obtenir du ministre des finances le premier rendez-vous de ses consultations pré-budgétaires en plus de promettre de faire de cette question le thème central de ces consultations. Désavouant la position de l'exécutif, la FÉCQ, lors de son congrès, a décidé de se retirer de la coalition. (FÉCQ, 2005) À la FÉUQ, on affirme que l'élimination de la dette n'est ni une position de droite, ni une de gauche. (Lévesque, 2005)

D'autres opinions néolibérales de la FÉUQ sont apparues lors de prises de décisions concernant les politiques sociales. Ainsi, le président du conseil d'administration de l'Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain, Richard Miron, a écrit un texte s'intitulant «Quand des universitaires parlent pour les pauvres!», dans lequel il dénonce l'appui de la FÉUQ et de la FÉCQ au consensus du Sommet de la Jeunesse en 2000, allant jusqu'à dire que le président de la FÉUQ à l'époque, Daniel Baril, «démontre une ignorance crasse de la problématique». Cette problématique est la question de l'aide sociale chez les jeunes ainsi que la loi *Parcours obligatoire vers l'insertion, l'emploi et la formation* que le Parti québécois a décidé d'appliquer à la suite du consensus. Les fédérations, fort de l'obtention au Sommet de la jeunesse de cette loi et d'un investissement dans les programmes d'alphabétisme, affirmaient que «l'insertion et la réinsertion en emploi sont des éléments fondamentaux lorsqu'on veut s'attaquer à la précarité et à l'exclusion qui touchent trop de jeunes Québécois.» Cependant, d'autres personnes ont parlé de ce programme comme d'une politique de travail précaire forcé. Richard Miron a une analyse semblable :

Concrètement, un jeune assisté social qui refuserait de participer à un parcours obligatoire pourrait se faire couper jusqu'à 300\$ sur son chèque de 502\$ par mois. [...] En apparence, si le Sommet permet de dégager de substantiels montants à la formation en alpha, cela peut sembler intéressant. Là où cela peut poser problème, c'est en liant cette formation au Parcours obligatoire pour les moins de 25 ans. Les organismes populaires donnant les formations en alpha exigent le volontariat des participants et des participantes. Cela n'est pas demandé seulement à cause du seul principe mais aussi pour des raisons plutôt pédagogiques; une personne forcée n'est pas aussi motivée qu'une personne volontaire. Ensuite, les places en alpha sont limitées. Si elles sont réservées à des jeunes de moins de 25 ans forcés à suivre la formation, ces places ne seront pas disponibles pour des pauvres plus vieux intéressés à lire et à écrire correctement. [...] N'ayant pas consulté les pauvres et les jeunes, la FÉUQ de M. Baril ne peut prétendre défendre leurs intérêts. (Miron, 2000)

contrairement à tous les grands syndicats québécois, refuse de condamner la violence<sup>1</sup>, participe à des actions illégales (occupations<sup>2</sup>, *commandos bouffe*, etc.), s'associe à des manifestations organisées par la Convergence des luttes anti-capitalistes (14 avril et 19 novembre 2004), adopte une logique de confrontation avec le gouvernement, etc.

### Les rôles

Chacune des organisations étudiantes assurent certains rôles. Ainsi, la FÉCQ affirme : «qu'à travers toutes ses actions, [elle] se veut l'organisme porteur du message des jeunes québécoises et québécois. Autant dans ses activités militantes que politiques, elle livre l'opinion des étudiantes et étudiants du collégial.» (FÉCQ, 2005) La FÉUQ décrit sur son site internet son objectif global d'une façon semblable. Ainsi, la FÉUQ «a pour principal mandat de défendre les droits et intérêts des étudiants, notamment auprès des gouvernements, des intervenants du domaine de l'éducation et des intervenants de la société civile.» (FÉUQ, 2005) Après une lecture des textes d'introduction aux fédérations, nous nous apercevons que ces dernières affirment avoir un rôle de défense des droits et de représentation des étudiants et étudiantes. Les organisations nationales estudiantines de gauche se sont données des mandats plus larges et plus sociaux, qui sont expliqués par la position officielle de l'ASSÉ, disponible dans la deuxième annexe de ce travail.

### Des critiques de ces rôles

Les groupes plus à gauche ont un dur jugement de cette conception du rôle d'un syndicat étudiant. Il y a tout d'abord une importante critique de la représentation des étudiants et étudiantes que revendiquent les fédérations. Ainsi, la FÉCQ et la FÉUQ ensemble ne représentent même 50 % de la population étudiante. De plus, il serait impossible, selon les tenants de la démocratie directe, de représenter la population étudiante puisqu'un être humain n'aura jamais la même opinion qu'un ensemble de personnes. De ce fait, la représentation permettrait l'ascension au pouvoir d'une certaine élite qui ferait valoir ses propres positions. De

<sup>1</sup> Non pas que les anarchistes soient nécessairement violents, mais bien qu'ils et qu'elles ne croient souvent pas à la logique de l'interdiction et qu'ils et qu'elles sont beaucoup plus prompts et promptes à dénoncer les violences étatiques et capitalistes qui causent, selon eux, ce que le ministre Fournier appelait violence.

<sup>2</sup> À leur camp de formation, un atelier appelé ABC d'une occupation est même donné.



plus, le fonctionnement par la représentation éloignerait la base d'une participation active et d'une meilleure prise de conscience des problèmes sociaux. Aussi, plusieurs parlent tout simplement de farce en ce qui a trait à la démocratie des fédérations étudiantes. En effet, plusieurs associations étudiantes membres de la FÉCQ ou de la FÉUQ ne tiennent à peu près jamais d'assemblées générales et, souvent, elles sont complètement dominées par les représentants et les représentantes qui peuvent prendre des tours de paroles à n'importe quel moment. Un exemple clair pour mieux comprendre ces allégations est le récit qui suit et qui raconte la façon dont l'exécutif de la FÉUQ, dont le président, est élu, selon la perspective d'un étudiant en études internationales à la première session à l'Université de Montréal, donc membre de la FÉUQ.

L'ordre du jour de la première assemblée générale de l'Association étudiante de science politique et études internationales à l'Université de Montréal (AÉSPÉIUM) concerne les élections. Ces dernières, pour les membres du conseil exécutif ne s'y font pas par poste<sup>1</sup> comme ailleurs au Québec, mais par année de scolarité. Ainsi, on y élit deux personnes de troisième année, trois personnes de deuxième année et trois personnes de première année. En 2004, la longueur des élections (il faut aussi élire des représentants ou représentantes au conseil d'administration de l'AÉSPÉIUM) avait fait en sorte qu'au bout de trois assemblées générales, à cause du manque de personnes présentes et du quorum, le budget n'avait pas été adopté et c'est finalement le conseil exécutif qui l'avait approuvé sans aucune consultation.<sup>2</sup> En 2005, on avait pris soin de limiter les discours des candidats et candidates à deux minutes et à une question et une réponse d'une minute par candidat et candidate. Trois personnes se sont alors présentées aux postes de troisième année, et trois autres personnes aux postes de deuxième année. Puis, c'est un total de huit candidats et candidates qui se sont proposés et proposées aux postes de première année. Le président d'assemblée a alors décidé de limiter à une minute les interventions et à ne pas accepter aucune question de l'assemblée. Dans les jours qui ont suivi, les personnes élues ont décidé entre elles qui étaient pour être représentant ou représentante de l'AÉSPÉIUM à la FAÉCUM où ce dernier ou cette dernière a été élu, avec ses homologues, des représentants et représentantes à la FÉUQ où ceux et celles-ci ont été élus, avec leurs homologues, l'exécutif de la FÉUQ qui a à peu près tous les pouvoirs à la FÉUQ. (Beauvais, 2005)

Par rapport à ce dernier argument, il faut constater que la FÉUQ n'endosse pas nécessairement les pratiques internes de ses associations étudiantes membres.

Il existe aussi des analyses critiques du rôle actuel des syndicats quant à la défense des intérêts de leurs membres. Tant à droite qu'à gauche, on accuse les syndicats de corporatisme. «Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par certains leaders syndicaux, particulièrement dans le secteur public, l'action syndicale ne se limite-t-elle pas trop souvent à une protection à courte vue des intérêts de ses membres?» affirme ainsi le manifeste pour un Québec lucide (Groupe des

<sup>1</sup> On parle ici de postes comme externe, interne, socioculturel, mobilisation, trésorerie, président, vice-président, etc.

<sup>2</sup> Il est à constater que ce budget ne contenait aucune dépense en matière de mobilisation étudiante ou de causes politiques.

douze, 2005). Lors des campagnes référendaires portant sur la désaffiliation à la FÉCQ ou à la FÉUQ, des personnes assez à gauche accusent aussi la FÉUQ de ne se concentrer que sur des problèmes qui touchent directement une grande partie sinon l'ensemble des étudiants plutôt qu'inscrire leurs positions dans une perspective plus globale de la société. De cette façon, certains et certaines ont reproché à la FÉUQ d'avoir appuyé, en 2000, l'Association générale étudiante de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGÉUQTR) lors de la grève des chargés et chargées de cours. En effet, à l'instar du recteur de cette université, l'AGÉUQTR est allée jusqu'à demander au gouvernement une loi spéciale pour forcer le retour en classe des chargés et chargées de cours, qui constituent une forme de main-d'œuvre à bon marché à l'université<sup>1</sup> (Légaré, Isabelle).

La question du corporatisme donne plusieurs exemples de l'éloignement entre les positions de l'ASSÉ et celles de la FÉCQ et de la FÉUQ. Prenons la question du féminisme. L'ASSÉ, à chaque congrès, a un point dans l'ordre du jour intitulé «femmes». Dans chaque Ultimatum (journal de l'ASSÉ), des articles sont consacrés à la cause féministe. C'est tout le contraire qui semble se passer au sein de la FÉCQ, du moins en 1999.

Imaginez-vous donc que, dans leurs congrès [...], les hommes de la FÉCQ avaient créé un club social ayant pour but ultime de baiser à tour de rôle les femmes entourant la FÉCQ. Ce club sélect [...] créait des liens sous la nomination de «frères de queues», titre donné aux hommes ayant eu la chance de baiser la même femme. Pas de détails sur les modalités de la conquête sexuelle, sur le respect de la femme, sur la mentalité misogyne de ces représentants de la lutte syndicale; et étrangement il n'y a aucun accent sur des revendications féministes à la FÉCQ. (Anonyme, 2001c)

Lors de la grève étudiante de 2005, des membres de la FÉUQ et plus précisément de l'Association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal, avaient occupé les bureaux de leur organisation à la suite de l'entente avec le gouvernement. Ils y avaient entre autres découvert des revues de photos de femmes peu habillées (des revues Maxim). Les fédérations répondent à ces arguments que c'est de la pure démagogie puisqu'il n'y a aucune position officielle des fédérations en faveur des frères de queues et que les agissements des dirigeants n'impliquent pas que les fédérations les appuient.

<sup>1</sup> Les chargés et les chargées de cours de carrière avaient à l'époque un salaire annuel moyen de 20 000 \$, ce qui est beaucoup moins élevé que le salaire des professeurs et professeures.

Un autre exemple concerne la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Dans le but de parvenir, le temps d'une bataille, à l'unité du mouvement, de longues discussions entre tous les acteurs du mouvement étudiant ont eu lieu pour organiser une manifestation contre la ZLÉA. La FÉUQ, qui a finalement perdu son vote, désirait que seule l'intrusion de l'éducation à l'intérieur du traité soit dénoncée.

Nous pouvons mentionner qu'à l'opposé, les délégués et déléguées de la CASSÉE durant la grève de 2005 ont appuyé la journée internationale de la femme et celle contre la brutalité policière. De plus, ils ont organisé une manifestation contre les compressions de 151 millions de dollars dans l'aide sociale. Finalement, remarquons que les militants et militantes à la base ont fait un nombre impressionnant d'actions contre les conséquences générales du néolibéralisme, entre autres en vandalisant des publicités. À la FÉCQ et à la FÉUQ, on se défend d'être corporatiste, par exemple en affirmant que les fédérations ont plusieurs positions écologistes. De plus, on affirme être en faveur du consensus, tout en admettant l'impossibilité de l'obtenir dans le cas de plusieurs revendications sociales.

À cause de l'influence des anarchistes et des communistes en leur sein, les organisations étudiantes très à gauche, quant à elles, ont souvent été accusées par les fédérations de se donner un rôle révolutionnaire, alors que cette position ne représente pas du tout celle de l'ensemble des étudiants et étudiantes (Bédard, 1994). C'est tout le contraire qui est pourtant affirmé au sein de l'extrême gauche. Par exemple, dans le journal Démanarchie, un article qui vantait les mérites de la grève de 1996 affirmait : «Bien sûr, le mouvement étudiant est bien loin de mener une lutte révolutionnaire» (Snoopy, 1996).

#### Les rôles stratégiques

Aussi, nous pouvons mentionner certains rôles stratégiques qu'ont les associations étudiantes nationales. Selon certaines analyses, la présence de regroupements plus à gauche comme la CASSÉE pousse le gouvernement à ne négocier qu'avec les fédérations afin qu'elles acquièrent plus de crédibilité auprès des étudiants et des étudiantes, et ainsi éviter que ceux-ci et celles-ci ne se tournent plutôt vers des groupes plus radicaux. Cela ferait en sorte également que

le gouvernement céderait plus facilement aux revendications de la FÉCQ et de la FÉUQ. Ainsi, lors du Sommet de la Jeunesse en 2001, auquel participaient les fédérations et auquel s'opposaient un certain nombre d'associations qui ont manifesté leur désaccord tout au long de la rencontre<sup>1</sup>, un journaliste du Soleil rapporte les propos du porte-parole du contre-sommet : «[Les participants et les participantes au Sommet] nous ont encouragés à continuer [la lutte radicale]. Ils nous ont dit que le contre-sommet leur poussait dans le dos, qu'il donnait davantage de poids et d'urgence à leurs revendications» (Gagné, 2001). Cependant, selon d'autres analyses, c'est plutôt la présence de la FÉCQ et de la FÉUQ qui permet au gouvernement d'ignorer les positions des coalitions plus à gauche.

Parallèlement, les positions de la FÉCQ et de la FÉUQ peuvent se déplacer vers la gauche à cause des orientations des autres groupes nationaux. Ainsi, les fédérations s'opposaient, jusqu'en début mars, à une grève à l'hiver 2005<sup>2</sup>. Selon un étudiant membre de la FÉUQ, «Il aura donc fallu la pression interne de ses propres membres et celle externe de la CASSÉÉ pour que la FÉUQ, à l'instar de son pendant collégial, se positionne en faveur de la grève.»

### Les ressources

Les ressources disponibles ne sont pas du tout les mêmes pour les fédérations que pour les organisations de gauche. La FÉUQ a premièrement beaucoup plus de membres que les autres associations nationales. De plus, alors que la FÉCQ et la FÉUQ demandent 2,50\$ par session par étudiant, l'ASSÉ va chercher la somme de 1\$ par session par étudiant<sup>3</sup>.

Les organisations de gauche accusent les fédérations de gaspiller l'argent des étudiants et des étudiantes de différentes façons. Elles notent, entre autres, les coûts élevés reliés à la représentation (hôtel : 100\$ par personne par nuit; souper : 20\$ par personne; dîner : 15\$ par personne; déjeuner : 10\$ par personne<sup>4</sup>). (Anonyme 2000a) Elles rajoutent le fait que les affiches et les revues (que ce soit pour la mobilisation ou pour les manifestations) sont réalisées par des

<sup>1</sup> L'AGÉSSHALCUQAM, une association étudiante de sciences humaines alors membre de la FÉUQ, a même fait une grève de plus de deux semaines pour dénoncer le consensus du sommet.

<sup>2</sup> Les fédérations privilégiaient une grève durant la session d'automne 2005.

<sup>3</sup> L'ASSÉ évalue actuellement la possibilité d'augmenter de 50 cents la cotisation des étudiants.

<sup>4</sup> Pour éviter ce gaspillage, des membres de l'ASSÉ cuisinent la nourriture et s'arrangent pour trouver des lieux gratuits où les délégués et déléguées peuvent dormir.

individus rémunérés et toujours en papier glacé dispendieux et non recyclable. Elles rappellent aussi qu'à quelques reprises la FÉUQ a utilisé un avion avec une banderole, qui gaspille de l'essence en plus de dépenser près de 60 000\$ pour une annonce publicitaire à la télévision l'année dernière. (Touzin 2005a)<sup>1</sup>

Pour aller plus loin que ces simples accusations, remarquons deux analyses de budget de la FÉUQ<sup>2</sup>. Tout d'abord, une première qui date de l'année 2000 et qui fait découvrir que 67% du budget est consacrés à des frais d'administration et à des salaires et 12,5% à des frais de représentation. (Comité du oui à la désaffiliation – AGEsshaleUQAM. 2000a) Le second examen du budget de la FÉUQ date de 2004 et arrive à une conclusion semblable : 76% du budget sert à des dépenses de bureaux ou à des salaires, 8% à des frais de représentation et 16% à l'information et à la mobilisation. (Hors d'œuvres 2005e) Nous pouvons comparer ces budgets avec ceux de l'ASSÉ et de la CASSÉE. En 2003-2004, l'ASSÉ a dépensé un total de 48% de son budget en mobilisation et information et en 2005-2006, on prévoit mettre 44% du budget dans ces deux postes. La CASSÉE, elle, a mis un total de 86% de son budget dans la mobilisation et l'information (Association pour une solidarité syndicale étudiante 2005). De ces faits, on accuse les fédérations d'être d'immenses machines bureaucratiques qui engrangent d'énormes coûts simplement pour entretenir leur existence. Parallèlement, on reproche les associations étudiantes de gauche de ne pas avoir assez de moyens pour faire des recherches sur la gratuité scolaire, par exemple.

### Les arènes

Il existe plusieurs arènes où le jeu politique est important dans la lutte entre les associations étudiantes nationales.

Tout d'abord, le conflit se déroule à l'intérieur même des associations étudiantes, que ce soit lors des élections étudiantes, où des personnes de la gauche et de la droite se présentent et tenteront ensuite d'influencer le processus de décision envers l'organisation nationale qu'ils ou qu'elles préfèrent. Aussi, à l'intérieur de ces associations peuvent avoir lieu des votes et des

<sup>1</sup> La FÉUQ ne paie pas la location de cet avion construit dans le cadre de leurs cours par des membres de la FÉUQ.

<sup>2</sup> N'étant pas membres de la FÉCQ, nous n'avons pas accès à leur budget.

campagnes d'affiliation ou de désaffiliation, en référendum ou en assemblée générale. Pendant et après la grève de l'hiver 2005, plusieurs campagnes d'affiliation ou de désaffiliation ont eu lieu.<sup>1</sup> Elles se sont traduites par l'affiliation à la FÉCQ de l'Association générale étudiante de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Rouyn-Noranda, les affiliations à l'ASSÉ par l'association du cégep François-Xavier Garneau, de Saint-Jérôme et de Saint-Jean-sur-le-Richelieu ainsi que les désaffiliation à la FÉUQ par les deux associations étudiantes de l'Université Laval. Remarquons aussi que, généralement, lors des campagnes de mobilisation, les groupes de gauche sont beaucoup plus présents que les fédérations à l'intérieur des associations. Par exemple, au cégep du Vieux Montréal, membre de la CASSÉE, les efforts pour convaincre la population estudiantine en faveur de la grève ont commencé plusieurs mois avant le déclenchement de la grève d'abord par la constitution dès l'automne 2004 d'un comité de mobilisation qui a atteint les soixante membres, puis ces efforts se sont intensifiés dès le début de la session de janvier avec la distribution massive d'une dizaine de textes en faveur de la grève, l'affichage intense et des tournées de classe dans tous les cours de français et de philosophie ainsi que dans certains cours d'anglais et cours spécifiques à des programmes. C'est le contraire dans les associations des fédérations qui ne feront à peu près aucune mobilisation avant la grève sur cette question, puisqu'ils se déclareront en faveur de cette grève après qu'elle soit déclenchée et donc après qu'elle ait été discutée comme un fait établi par les médias.

Ensuite, la question des médias est extrêmement importante. Alors que les organisations de gauche reprochent aux fédérations de jouer le jeu des médias, la droite étudiante accuse l'ASSÉ, la CASSÉE ou le MDÉ, selon l'époque, de n'avoir aucune stratégie médiatique. Ces critiques sont parvenues jusqu'à l'intérieur de la CASSÉE durant la grève, qui a perdu, au milieu de celle-ci, presque toute son équipe médiatique. Les groupes de gauche affirment quant à eux ne pas vouloir jouer le jeu de la désinformation. Plusieurs trouvent cet argument utopistes. Il faut par contre souligner que les organisations de gauche, bien qu'elles n'ont souvent pas beaucoup de contact, planifient, malgré tout ce qu'on en dira, certaines stratégies médiatiques. Le moment

---

<sup>1</sup> Notons aussi la désaffiliation de l'ASSÉ et l'affiliation à la FÉUQ en 2004 de la plus grande association ayant fait partie de l'ASSÉ, celle de l'Université Concordia.

le plus révélateur des problèmes liés aux médias pour les groupes de gauche est la télédiffusion de l'émission *Tout le monde en parle*, durant laquelle les autres interlocuteurs se moquent de la CASSÉÉ, car elle aurait laissé des excréments dans le bureau du ministre Fournier. Xavier Lafrance, le porte-parole de la CASSÉÉ, ne savait pas du tout quoi répondre à de telles attaques. Dans la réalité, nous pouvons formellement contredire cette information puisqu'un des auteurs de ce texte était personnellement présent à l'occupation.

Enfin, la dernière arène est dans la rue, lors de manifestations ou d'actions. Il est à remarquer que la gauche, par ses liens avec de nombreux groupes sociaux, y est largement plus présente que les fédérations. Ainsi, il est à remarquer que les fédérations coordonnent une grande manifestation environ tous les deux ans (l'année dernière faisant figure d'exception), alors que les groupes de gauche organisent de plus petites manifestations beaucoup plus fréquemment. Cela a eu comme impact qu'entre 25 000 et 100 000 personnes étaient présentes à la manifestation organisée par la FÉCQ, la FÉUQ et à laquelle la CASSÉÉ participait, alors que les actions et les manifestations organisées uniquement par la CASSÉÉ et qui avaient lieu à tous les jours de la semaine, regroupaient entre 100 et 12 000 personnes.

### Les règles du jeu

Il existe plusieurs systèmes de règles qui s'appliquent au mouvement étudiant. Évidemment, chaque association nationale a ses propres règles et statuts, parmi lesquelles se retrouvent certaines positions politiques et plusieurs détails quant au fonctionnement des instances de l'organisation. Chaque administration cégepienne ou universitaire a des ententes avec les associations étudiantes que chacune des parties doit respecter. Finalement, il existe une très importante loi sur les associations étudiantes, qui applique en quelque sorte la Formule Rand en affirmant qu'il est interdit, à moins d'une entente entre les associations concernées, qu'il y ait plus qu'une association dans un même établissement scolaire. Par exemple, l'association étudiante de sociologie de l'Université de Montréal a désaffilié en assemblée générale de la FAÉCUM, mais les étudiants et étudiantes de sociologie sont tout de même obligés par la loi d'être membres de la FAÉCUM et de payer la cotisation.

Cependant, de façon générale, d'autres lois sont respectées. Ainsi, durant les grandes campagnes de mobilisation, plusieurs personnes décident d'outrepasser certaines lois imposées par l'État, par exemple, en organisant des occupations. De plus, la plupart des campagnes d'affiliations ou de désaffiliations se terminent par des résultats controversés, car les différents camps n'ont pas respecté les règles qui avaient été fixées pour assurer la tenue du vote. Parfois, ce sont les organisations nationales qui sont accusées de financer illégalement un camp. Souvent, ce sont les affiches qui se font vandalisées, qui disparaissent, etc. Les mensonges sont aussi très fréquents, et chaque fois, chacun des camps accuse l'autre d'avoir commencé les coups illégaux. Dans certaines situations, même les règles officieuses élémentaires ne sont pas tenues en compte par certains militants et certaines militantes, comme lorsque Pier-André Bouchard avait été humilié, entarté et poursuivi pendant une trentaine de minutes lors de la dernière journée de grève après qu'une manifestation de la CASSÉE est rejointe celle des syndicats.<sup>1</sup> Du côté de la FÉCQ, les règles minimales d'honnêteté ont été bafouées durant la grève l'année dernière, lorsque la fédération affirmait avoir 60 000 membres, alors que dans la réalité, elle n'en avait que 37 000. (Chouinard, 2005a)<sup>2</sup> Quant à la FÉUQ, elle a régulièrement organisé des conférences de presse en même temps que des événements de l'ASSÉ avaient lieu ou alors que des délégués ou des déléguées de l'ASSÉ faisait des discours lors de manifestations conjointes. En ce qui a trait à l'ASSÉ, ses sympathisants et sympathisantes ont souvent confronté les fédérations directement lors de manifestations conjointes. Ainsi, le 10 novembre 2004, alors que la manifestation venait rejoindre le cégep du Vieux Montréal, des étudiants et des étudiantes ont déployé une bannière où était inscrit un mandat d'assemblée générale : «L'AGECVM [association du Vieux Montréal] et l'AECSL [association du cégep Saint-Laurent] se méfient de la FÉCQ-FÉUQ.» Aussi, lors de la manifestation de déclenchement de la grève, il était inscrit sur l'une des bannières les plus en vue : «La FÉCQ-FÉUQ ne nous représente pas!»

---

<sup>1</sup> Nous parlerons plus tard de cet événement.

<sup>2</sup> En effet, parmi les 60 000 membres dénombrés, 12 000 (quatre associations) avaient le statut de membres suspendus pour s'être désaffiliés, sans respecter exactement les règles très strictes imposées par la FÉCQ. De plus, 4900 étudiants et étudiantes comptés étaient en temps partiel ou en formation continue, des groupes de personnes qui d'habitude ne font partie d'aucune association étudiante locale, car ils n'ont pas à payer de cotisation. Et finalement, la FÉCQ avait tout simplement gonflé son chiffre d'un autre 6000 étudiants et étudiantes. (Chouinard, 2005)



D'ailleurs, plusieurs personnes ont régulièrement reproché le non respect des lois de la part des groupes comme l'ASSÉ qui répondent qu'il est très rare que l'ASSÉ va prendre officiellement position en ce sens, que l'exécutif n'a pas l'intention de donner de mots d'ordre pour calmer la colère de ses membres et que les lois ne sont pas toujours bonnes, servent souvent à protéger les intérêts des riches et puissants et qu'il faut donc suivre notre morale et non les lois. Il faut dire que certaines actions des membres de la CASSÉE ont organisé des actions qui comprenaient des commandos bouffe<sup>1</sup> dans un restaurants chic, dans un hôtel chic et dans un IGA.

### **Aspect dynamique du conflit**

Plusieurs facettes de l'aspect dynamique du conflit ont été expliquées dans la section précédente du travail. Pour bien expliquer l'aspect statique du conflit, nous ne pouvions pas procéder autrement. Cela a donc pour conséquence que, dans cette section du texte, on ne retrouvera que l'aspect dynamique du conflit qui n'a pas été traité ci-dessus.

---

#### Stratégies et tactiques : projets d'ensemble et calculs

Les stratégies utilisées par les groupes de gauche sont diamétralement opposées à celles des organisations de droite. Le syndicalisme de combat ne rejoint en rien le lobbying et plusieurs arguments soutiennent les deux causes. La gauche accuse la droite d'utiliser des moyens inefficaces, alors que les fédérations jugent irréaliste les tactiques de la gauche. Dans l'ensemble, cette dernière reproche à la FÉCQ et à la FÉUQ leur modération. Ainsi, en 1989, lorsque les droits de scolarité avaient été dégelés par le gouvernement, les fédérations ont décidé de confronter le gouvernement au niveau judiciaire, ce qui, en plus de ne pas fonctionner, a eu, selon plusieurs, de très mauvais impacts sur les mobilisations possibles contre le dégel. Quant à la grève, plusieurs ont trouvé que, stratégiquement parlant, les fédérations étaient beaucoup trop modérées. En effet, les fédérations ont choisi de ne pas revendiquer les 103 millions pour la première année de la coupure et Pier-André Bouchard a affirmé être prêt à mettre de l'eau dans son vin. Certains étudiants et certaines étudiantes n'ont pas accepté une telle mollesse :

---

<sup>1</sup> Le but de tels exercices est de voler de la nourriture, puis de la redonner aux pauvres.

En effet, quiconque possède quelques rudiments de négociation sait que les deux parties en arrivent toujours à un compromis, à moins de circonstances exceptionnelles. C'est donc dire qu'en se contentant dès le départ de ne réclamer que 103 millions, il était écrit dans le ciel que la FÉUQ ressortirait des tables de négociation avec des gains inférieurs, comme nous le démontre d'ailleurs le contenu de l'entente conclue avec le ministre Fournier. (Ratel 2005)

Remarquons que c'était la première fois, en hiver 2005, que la FÉUQ appelait à une grève générale illimitée. Cela s'explique par le fait, selon la FÉUQ qu'elle avait déjà essayé plusieurs techniques sans succès.

Depuis un an, on a fait du lobby auprès des députés, des sondages, on a même fait signer des pétitions dans les foyers pour personnes âgées. Quand on a vu que, malgré tout ça, malgré l'opinion publique, malgré les éditoriaux, le gouvernement ne bougeait pas, on a décidé d'aller vers une grève» (Gruber 2005).

Quelques personnes croient, pour leur part, que ces tactiques ne fonctionnent jamais.

### Quelques débats stratégiques

#### La récupération

Dès le congrès de fondation de la CASSÉE, à la fin janvier 2005, les associations de gauche ont débattus pour savoir quels moyens étaient pour être employés pour éviter que la récupération de la grève de 1996 se reproduise. En effet, lors de cette grève, la FÉUQ avait combattu dans ses instances l'idée d'une grève générale illimitée et avait finalement négocié avec la FÉCQ et la FÉUQ le maintien du gel des droits de scolarité contre l'instauration d'une taxe à l'échec au collégial, le dégel des droits pour les étudiants étrangers et étudiantes étrangères et la rationalisation des programmes universitaires. (Anonyme 2000)

C'est une toute autre version qu'ont la FÉCQ et la FÉUQ, qui grâce à leurs stratégies de lobbying, ont pu obtenir le gel des droits de scolarité. Dans ce sens, Jézabelle Palluy, ancienne présidente de la FÉUQ, avait déclaré que, grâce au fait que le PQ ne désirait pas perdre les bonnes relations qu'il entretenait avec la FÉUQ, c'était plus cette dernière qui influençait le parti souverainiste que l'inverse.

Ainsi, la CASSÉE s'était préparée à une éventuelle récupération du mouvement en demandant aux fédérations de revendiquer leur droit à être écouté par le gouvernement. Certaines associations de la FÉCQ et de la FÉUQ ont pris des mandats en ce sens, mais jamais au point de devenir la majorité. Stratégiquement, donner de l'importance à la CASSÉE n'aurait pas du tout aidé les fédérations dans leur lutte au niveau du mouvement étudiant. Plusieurs

personnes en ont voulu beaucoup aux fédérations à cause de ce geste de coopération avec les gouvernements :

Ajoutant l'insulte à l'injure, les représentants de la FÉUQ ont refusé d'exiger du ministre Fournier qu'il inclut la CASSÉE, soit les représentants légitimes du tiers des grévistes, à la table de négociation, ce qui s'est avérée une seconde erreur de la part de notre fédération. Imaginerait-on, lors des prochaines négociations du secteur public, qu'elles se déroulent sans la CSQ ou la FTQ, par exemple ? Il semble que nos leaders de la FÉUQ aient une tout autre définition de la solidarité syndicale... D'autant plus que sans le travail effectué par la CASSÉE pour déclencher le mouvement de grève, nous n'aurions jamais eu droit à une telle manifestation de mécontentement chez les étudiants. Négocier sans la CASSÉE, c'était non seulement nier ce rôle moteur, mais également refuser de tirer profit d'un *momentum* historique au Québec, où le ministre n'aurait vraisemblablement pas eu le choix de céder à la demande, tant la marmite était chaude. (Ratel 2005)

### La question de la violence

Au sein des fédérations, les dirigeants et les dirigeantes ont accepté de dénoncer une action qu'ils et qu'elles avaient organisé et qui avait été jugée violente, après que le ministre ait exigé cela de leur part. Au sein de la CASSÉE, cela ne s'est pas produit ainsi. Après l'occupation du bureau du ministre Fournier, ce dernier a décidé qu'il ne voulait plus discuter avec la CASSÉE, celle-ci refusant de dénoncer la «violence» de ses membres. Pourtant, le moyen utilisé, l'occupation, est employé très régulièrement dans la société, par des groupes comme le FRAPRU qui parle encore au gouvernement. La violence étant d'ailleurs un mot tellement vague que même Gandhi, l'apôtre de la non-violence, a déjà fait des occupations. Un texte du syndicat des professeurs et des professeures du cégep du Vieux Montréal affirme ainsi : «Que la CASSEE soit jugée radicale au niveau de moyens comme les actions de déstabilisation économique, on peut en convenir. De là à qualifier de violente la CASSEE parce que des jeunes se sont cadenassés aux portes du bureau du ministre...» (Naud, 2005) La raison des délégués et des déléguées de la CASSÉE de ne pas avoir dénoncé la violence, c'est qu'ils et qu'elles n'en ont pas le mandat, quelques associations étudiantes locale ayant un mandat d'assemblée générale en faveur de la diversité des tactiques, d'autres ayant approuvé en assemblée générale les gestes qui avaient été jugé violents. Le ministre avait alors parlé «de contraintes structurelles obligeant faisant en sorte qu'ils devaient accueillir dans leurs sein [sic] une faction pro-violence» (Fournier, 2005). Aussi, plusieurs personnes, y compris dans les médias, ont légitimé de tels gestes en affirmant que c'était une conséquence de l'intransigeance du gouvernement. Sachons quel cela a plusieurs conséquences fâcheuses pour la CASSÉE qui a vu certains de ses membres

quitter la coalition à cause de cette position (Bois-de-Boulogne, Valleyfield). Relevons aussi l'opinion d'une partie des étudiants et des étudiantes qui affirmait que la CASSÉE aurait pu dénoncer la violence sans y croire vraiment, ce qu'elle a refusé pour être cohérente avec ses idées.<sup>1</sup>

D'ailleurs, notons que quelques étudiants et étudiantes ont subi les conséquences de la non violence de la FÉCQ et de la FÉUQ lors de la grande manifestation organisée par eux. En effet, les fédérations avaient fait appel au service d'ordre de la FTQ qui, a frappé et couru après quelques personnes s'étant trop avancées à l'avant de la manifestation. Un slogan qui date du Sommet du Québec et de la jeunesse, durant lequel des étudiants et étudiantes se faisaient gazer par la police, alors que les représentants et représentantes de la FÉCQ et de la FÉUQ négociaient au chaud, affirme ainsi : «FÉCQ, FÉUQ, flics, même combat, le vent de droite ne passera pas!»

Du côté de la FÉUQ, on a été scandalisé par l'attaque violente et antidémocratique dont a été victime Pier-André Bouchard le 14 avril. Une centaine d'étudiants et d'étudiantes avaient alors poursuivi le président pendant une trentaine de minutes, alors qu'une personne l'avait entarté, qu'on lui a apposé de la boue au visage, craché dessus, lancé des citrons, crié des slogans comme : «Au bûcher!» ou «P-A, salaud! Le peuple a eu ta peau! Le jour venu t'étais dans la rue, on t'a botté le cul!», etc. Ce dernier moment de la grève a été défendu par certaines personnes lors du Fuck-FÉCQ-FÉUQ-Flic-Fest, qui a regroupé une centaine de personnes à Montréal. Dans cet événement radical, on avait alors affirmé que ce geste avait pour but de faire rappeler à l'élite qu'on ne trompe pas des milliers de personnes impunément et qu'il est normal de ne pas accepter d'avoir mis des centaines d'heures dans une cause pour n'obtenir à peu près rien à cause d'un carriériste anti-démocratique qui veut un travail au Parti Québécois. (Hors d'œuvre, 2005)

#### La grève en 2005 : une réussite ou un échec?

Plusieurs débats ont cours dans l'objectif de déterminer si la grève de 2005 a été une réussite ou un échec. Il est évident qu'au point de vue de la mobilisation et de la conscientisation, elle a été un succès. Cependant, en ce qui concerne les résultats politiques, c'est une autre histoire. La FÉCQ et la FÉUQ se vante, de son côté, d'avoir réussi à faire reculer le

<sup>1</sup> En effet, la majorité des membres de la CASSÉE croient qu'il existe de la désinformation dans les médias et ils désirent plus la dénoncer que d'y participer.

gouvernement Charest pour la première fois depuis le début de son mandat, de l'avoir fait régresser dans les sondages et d'avoir récupéré le 103 millions.<sup>1</sup> Selon la gauche, la réalité est toute autre et les critiques sont très dures envers les fédérations. En effet, plusieurs trouvent inacceptables que l'entente ait nécessité l'investissement de fonds que le gouvernement fédéral avait déjà promis d'investir en éducation<sup>2</sup>. D'autres ont déploré que l'on obtienne rien pour l'année 2004-2005 et seulement 70 millions pour l'année suivante. La CASSÉ a elle mis l'accent sur le fait qu'aucune de ses revendications n'a été écoutée. En effet, la réforme de l'aide financière, qui contenait des défauts structurels selon la CASSÉ est maintenue et le gouvernement a refusé de promettre le maintien du réseau collégial. Finalement, quelques personnes ont noté qu'il s'agissait d'un investissement pour cinq ans du gouvernement et qu'il n'est pas nécessairement renouvelable.<sup>3</sup>

### Le discours et les arguments

L'ensemble des arguments des fédérations se situe dans une optique de défense stratégique des étudiants et étudiantes. On affirme vouloir changer les choses de l'intérieur, à la vitesse que le système fonctionne et en tenant compte du contexte social, politique et économique du Québec et du monde actuel. Il s'agit, pour les fédérations, de réalisme, car, pour eux, il n'existe pas d'autres façons d'améliorer la situation, la grève et la confrontation ne pouvant être utiles que si elles sont utilisées rarement<sup>4</sup>. Ainsi, souvent, les fédérations acceptent de travailler conjointement avec le gouvernement.

<sup>1</sup> Le site Internet du candidat péquiste dans Outremont, Farouk Karim va jusqu'à affirmer : «À l'université, Farouk Karim s'est rapidement intéressé et impliqué au mouvement étudiant. Son engagement étudiant l'a mené à travailler pendant cinq ans, de mai 2000 à avril 2005, pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FÉUQ) où il a perfectionné ses talents d'organisateur de campagne et ses qualités de stratège politique. Son plus grand fait d'arme a été la victoire des 103 millions. Organisateur en chef de la grève étudiante pour la FÉUQ, il a planifié, coordonné et dirigé avec succès la campagne de mobilisation étudiante la plus importante de l'histoire du Québec.» (Karim, 2005)

<sup>2</sup> En fait, c'était le programme du gouvernement fédéral *Les Bourses du millénaire* qui avait pris fin. Le gouvernement, à la suite de pressions étudiantes, avait alors promis, de façon floue, de réinvestir cet argent.

<sup>3</sup> Lors du Sommet de la jeunesse en 2001, le gouvernement avait fait investi de nouveaux budgets dans les Services aux étudiants, ce qui a permis l'élaboration de nouvelles activités et de nouveaux services au cégep et à l'université. Cependant, les fonds n'ont pas été renouvelés après les quatre ans promis. Pour maintenir les services et les activités que les établissements scolaires avaient créé, ceux-ci ont dû augmenter les droits afférents. (Godbout, 2004)

<sup>4</sup> Cet argument stipule que si la grève est retenue comme moyen de pression tant et aussi longtemps que le gouvernement ne satisfera pas à l'ensemble des demandes étudiantes (qui sont très nombreuses et très diversifiées), elle serait utilisée tellement régulièrement que le gouvernement opérerait pour les décisions les plus avantageuses pour lui et non pour les étudiants et les étudiantes, car il serait victime d'une grève même s'il choisissait une option plus à gauche.

Au sein de l'ASSÉ, on affirme qu'il faut être naïf pour croire que le gouvernement, qui serait au service des riches et des puissants plutôt qu'à celui de la population, va accepter d'importantes revendications étudiantes sans avoir un important rapport de force. On soutient aussi qu'il faut chercher à obtenir des nouveaux droits pour les étudiants et étudiantes par l'offensive et non par la défense. Finalement, on insiste pour dire qu'il faut chercher le bien-être de l'ensemble de la population et qu'il ne faut pas avoir une étude des problèmes uniquement qui traitent seulement de la satisfaction des étudiants et étudiantes.

Outre ces aspects généraux, il existe des dissensions à l'intérieur du mouvement étudiant sur une foule de sujets. Nous avons déjà parlé de certains arguments précédemment dans le texte. Ici, nous avons choisis certains autres sujets qui ont créé des désaccords.

#### Arguments et contre-arguments sur certains sujets

##### Les modes de fonctionnement

Ils existent plusieurs opinions sur les modes de fonctionnement qu'ont à avoir une organisation nationale. Tout d'abord, au niveau des organisations membres, les mouvements de gauche se sont toujours positionnés pour que les associations collégiales et universitaires fassent partie des mêmes coalitions, alors que du côté de la droite, on préfère que les deux groupes soient séparés. Pour expliquer cela, il faut retourner en arrière. Nous savons que les fédérations se sont construites en opposition à l'ANÉÉQ à la suite d'une grève qui avait plus ou moins échoué. Plusieurs éléments avaient alors été ressortis pour tenter d'expliquer cette défaite, dont l'un était le fait que selon toutes évidences, il était plus facile de partir en grève au cégep qu'à l'université. La droite étudiante avait alors expliqué cette situation par les intérêts différents qu'il y a entre les universitaires et les cégépiens ou cégépiennes. Évidemment, la gauche réplique à ces arguments qu'au contraire, tous les étudiants et toutes les étudiantes doivent s'unir constamment pour lutter contre les attaques au droit à l'éducation.

Les personnes qui contestent le fonctionnement des organisations de gauche s'en prennent aussi au fait qu'au sein de celles-ci, chaque association étudiante a droit à un vote, peu

importe le nombre de membres qu'elle a.<sup>1</sup> Cette politique est taxée d'anti-démocratique par la droite étudiante. Parallèlement, certaines personnes considèrent que d'accorder un vote proportionnel selon le nombre de membres qu'a chaque association, donne extrêmement de pouvoir aux exécutifs des grandes associations étudiantes qui peuvent s'associer et régner en maître à l'intérieur des fédérations comme ce serait le cas pour la FAÉCUM au sein de la FÉUQ. De plus, cela aurait comme impact que les associations étudiantes des régions<sup>2</sup> aient beaucoup moins de pouvoir pour s'occuper de leurs problématiques spécifiques.

### La transparence

Lors des campagnes de désaffiliations de la FÉCQ et de la FÉUQ, un des arguments donnés est le manque de transparence de cette fédération. Selon certaines de ces critiques, il s'agit d'une conséquence de l'existence au sein des fédérations d'une démocratie représentative ultra hiérarchisée.

Le manque de transparence concerne tout d'abord les politiques de corridors qui sévissent à la FÉUQ. Ainsi un document de réflexion sur la question, provenant d'une association étudiante anciennement membre de la FÉUQ affirme que ce qui est le plus important lors d'un congrès, ce ne sont pas la plénière du samedi ou la délibérante du dimanche, mais bien les partys de vendredi et de samedi où soir, lors desquelles les associations étudiantes qui ont beaucoup de membres tentent de convaincre de plus petites associations pour s'assurer d'obtenir la majorité (AÉLIÉS, 2003). On rétorque du côté de la FÉUQ qu'il est impossible d'empêcher les politiques de corridors et qu'elles sont présentes dans toutes les organisations (Guillemette 2005).<sup>3</sup>

Ensuite, il existe un nombre élevé d'informations à la FÉCQ et à la FÉUQ qui ne sont disponibles qu'à leurs membres. Pire, une partie des sites Internet n'est accessible qu'à l'exécutif

<sup>1</sup> Cette politique a des exceptions, notamment en ce qui a trait aux associations de l'Université de Montréal membres de l'ASSÉ ou de la CASSÉE, qui, à cause de leur petit nombre de membres (une association d'un programme peut compter quelques centaines de personnes), se partagent leur vote lors des congrès.

<sup>2</sup> Il est à noter que l'ASSÉ se fait aussi critiquer parce que la majorité de ses conseils régionaux ne fonctionnent pas parce que l'organisation n'a pas assez de membres.

<sup>3</sup> Lors de la grève de 2005, l'association étudiante de sciences humaines à l'UQAM avait claqué la porte d'un congrès de la CASSÉE à la suite d'une décision avec laquelle elle était en désaccord. Le congrès avait alors accepté à l'unanimité de continuer la discussion. Puis, après celle-ci, la CASSÉE était revenue sur sa décision. Plusieurs personnes contre la CASSÉE avaient alors parlé d'un droit de veto de la part des associations étudiantes membres de l'ASSÉ.

des fédérations. Une assemblée générale d'une association étudiante de l'UQÀM, alors membre de la FÉUQ, avait adopté une proposition contre cette façon de faire et avait exigé que son exécutif donne le mot de passe en assemblée, ce qu'il a fait. La FÉUQ a alors émis un blâme sévère à l'exécutif de l'association étudiante. Les groupes de gauche en ont conclu que, selon la fédération, il fallait que l'exécutif local exécute les ordres de la fédération non de l'assemblée générale. (Anonyme, 2001b)

Enfin, le manque de transparence concerne aussi les négociations entre les fédérations et le gouvernement qui se déroulent toujours à huis clos. La FÉCQ et la FÉUQ se justifient en affirmant qu'il n'est pas stratégique de débattre sur la place publique, que cela se fait par tous les syndicats ou groupes de pressions et qu'il s'agit d'une règle à laquelle le gouvernement tient. Du côté de la gauche, on rétorque que, historiquement, les négociations qui ont lieu entre les fédérations et le gouvernement ne sont certainement pas un exemple de stratégies réussies. De plus, on fait remarquer d'un exemple clair les dangers d'un tel manque de transparence. En effet, quelques jours après la grève de 2005, les étudiants et étudiantes ont appris que le médiateur entre le gouvernement et les fédérations était Henri Massé, président de la FTQ. Au tout début de la grève, il s'était fait remarquer en affirmant publiquement qu'il fallait que les étudiants et étudiantes fassent des compromis. Cela avait d'ailleurs mené à des occupations des bureaux à Montréal et en régions. Il s'agit donc, pour la gauche, la preuve que le carence de transparence a pour conséquence un déficit de démocratie, car jamais les étudiants et étudiantes auraient accepté que Henri Massé agisse comme médiateur, s'ils et si elles avaient été consultés et consultées.

#### La lutte intergénérationnelle

Les fédérations ont souvent repris le populaire discours qui vante les mérites de la jeunesse et contre les erreurs des baby boomers. Ainsi, à l'automne 2004, le slogan de la FÉUQ contre les coupes dans les prêts et bourses était : «Le gouvernement endette une génération». Cette position est, selon plusieurs personnes de la gauche, un faux débat :

En tentant de créer un débat intergénérationnel pour mettre sur la faute des vieux les problèmes que subissent leur génération, ces «leaders» jeunes insultent tous ceux et celles, peu importe leur âge, qui ont subi les effets des coupes, la perte de leur emploi et la baisse de la qualité-quantité des services publics. Le communiqué de presse de la FÉUQ (2 décembre 1999) qui affirme : «La table est mise pour le passage d'une société de la retraite vers une société de la relève.» exprime comment la FÉUQ



considère le favoritisme qui s'exercerait en faveur des vieux retraités qui vivent pourtant l'exclusion et la précarité au quotidien. (Anonyme 2000)

### Les fondements de la légitimité

Malgré ces profondes divergences côté intérêts et stratégies, il reste que les objectifs poursuivis par les deux principaux acteurs semblent légitimes et sincères. Elles existent toutes deux pour promouvoir les droits des étudiants, acteurs plus vulnérables dans la société. Les raisons qui poussent ces derniers à se ranger d'un côté ou d'un autre sont toutefois simples. Les fédérations, elles, plaisent par leurs revendications précises et leur réalisme. En effet, lors de la grève en 2005, ces derniers demandaient les 103 millions de dollars enlevés aux étudiants. Plusieurs verront en cette requête frôlant le minimalisme selon certains, une meilleure possibilité de succès. Ces derniers prônent, sauf exception, des actions pacifistes, en opposition avec la CASSÉÉ, qui ne condamne pas la violence. Celle-ci, quant à elle, va plaire pour son souci de la démocratie ainsi que son discours d'une portée plus large que ceux dans lequel s'engagent les fédérations. En effet, en plus de continuellement encourager une démocratie directe, la CASSÉÉ ne s'intéresse pas seulement à la récupération des questions financières touchant les étudiants et étudiantes, ils vont, en plus de soutenir des idéologies féministes, pour les droits des pauvres, etc. Leur caractère hautement idéaliste est inspirant pour certains et désespérant pour d'autres.

La question du pouvoir est traité plus tôt dans ce texte lorsque nous parlons des intérêts machiavéliques que peuvent avoir chacun des membres du groupe. Tout d'abord, rappelons que chaque organisation recherche à avoir plus de membres pour que leurs idées aient plus de poids lors de rapports de force. Ensuite, n'oublions pas qu'au sein de la FÉUQ, les hauts placés peuvent avoir des intérêts carriéristes, des objectifs partisans surtout reliés aux péquistes et qu'au sein de l'ASSÉ

Bref, ces organisations ne convoitent en rien le contrôle des étudiants, mais se veulent plutôt comme un outil nécessaire à la représentation des intérêts de ces derniers. Chacun peut donc se justifier d'une cause tout à fait légitime.

### Poursuite du conflit

Aujourd'hui, la CASSÉÉ est dissoute, mais l'ASSÉ continue d'exister, toujours avec un nombre de membres plus important que la FÉCQ, mais tout de même moins important que celui

de la FÉUQ. Néanmoins, pourrait-on croire à une prochaine fin des hostilités et à une réalisation éventuelle d'un véritable front étudiant commun et uni de sitôt? Vu la différence idéologique trop profonde et les insultes, les accusations, voire les entartements fusant de toute part, la tension demeure forte entre les deux partis : une alliance, à la lumière de nos connaissances, serait peu possible.

Premièrement, si on remonte à la création même des fédérations, on se rend compte que celles-ci sont apparues simplement en opposition aux méthodes radicales de l'ANEEQ, qui souhaite entretenir un débat de fond. Les fédérations, elles, préfèrent le consensus, et le lobbying, stratégies auxquelles l'ASSÉ tourne le dos. Alors que les revendications de cette dernière demeurent larges et variées, des droits des étudiants et étudiantes en passant par les droits des femmes, la FÉUQ et la FÉCQ se concentrent uniquement sur ses membres. Lors de la grève en hiver 2005, les deux camps n'ont fait qu'ajouter à leur éloignement. Plusieurs faits en découlent. On se rappelle que dès le début, les fédérations ont encouragé la marginalisation de la CASSÉÉ en acceptant son absence à la table des négociations, jouant le jeu du ministre Fournier (Potvin, 2005). La CASSÉÉ et l'ASSÉ, quant à elles, ont toujours proféré des attaques contre la FÉCQ et la FÉUQ en criant à la récupération.

Qui plus est, lorsqu'on demande aux deux camps la possibilité d'une éventuelle coalition, la réponse demeure semblable. Bien qu'ils s'entendent à ce qu'une alliance soit souhaitable, ils y voient peut d'avenir. Lors d'une entrevue dirigée par Olivier Huard, Pier-André Bouchard Saint-Amant, le leader de la FÉUQ et cible de choix des syndicalistes étudiants de combat, avant de considérer quelque réconciliation que ce soit, a exigé des excuses de la part de la CASSÉÉ pour les attaques et les accusations de récupération proférées à leur endroit. Du côté de la CASSÉÉ, qui favorise les assemblées générales et la démocratie directe, on prétend que la pratique de la démocratie représentative chez les fédérations est bien trop douteuse pour espérer une paix entre eux. Elle ajoute en disant que « les quinze dernières années où les fédérations ont dominé le monde de l'éducation correspondent à quinze années de coupures » (Huard 2005, 17).

Bref, le fait que les visions du mouvement étudiant étant difficilement réconciliables et que le conflit prenant source il y a déjà plus d'une décennie n'aide en rien à la création d'un front commun étudiant.

### **Conclusion**

Cette étude concernant le conflit opposant les fédérations aux principales organisations étudiantes de type syndical fait ressortir plusieurs éléments. D'abord, le nombre multiple d'acteurs, autant politiques, économiques ou idéologiques, prenant part directement ou indirectement au problème, ne fait que renforcer sa complexité. Et puis, on assiste ici à une situation où deux organisations s'affrontent pour plus ou moins la même cause, celle des étudiants et étudiantes. Bien que l'une avance des propos tantôt socialistes, tantôt influencés par les communistes ou les anarchistes, l'autre est davantage de la lignée social-démocrate et néo-libérale. On retrouve aussi une grande distinction concernant le genre de stratégie et de démocratie efficace à appliquer. En effet, l'ASSÉ et la CASSÉE comme le MDÉ, défendent une idéologie idéaliste et une démocratie directe alors que les fédérations, et leur penchant lobbyiste, prônant une démocratie représentative.

Cette étude avait pour but de démystifier ce conflit sous-jacent aux oppositions entre le mouvement étudiant et le gouvernement, elles, très publicisées. Et puis, d'un point de vue politique, le conflit est intéressant du fait que l'on peut s'apercevoir de plusieurs similitudes idéologiques aux luttes syndicales qui ont lieu un peu partout dans le monde depuis le 19<sup>e</sup> siècle. En effet, les débats que nous avons relatés dans notre travail sur les idées qu'ont à défendre les syndicats et les moyens qu'il faut prendre pour y arriver ont cours dans tous les mouvements étudiants ou travailleurs dans le monde, du moins depuis les apports critiques des socialistes tels que Fourier ou Marx.

Finalement, il serait très important d'ajouter que cette étude est teintée par une subjectivité de notre part. En effet, bien que nous étions dans deux institutions collégiales différentes, nous avons directement pris part au conflit à différents niveaux. L'un d'entre nous étant anarchiste engagé, exécutant élu à la mobilisation à l'association étudiante du cégep du

Vieux-Montréal durant la grève de 2005, partageant ouvertement les assises de la CASSÉE et des idées anarchistes, ayant participé parfois à leurs congrès et toujours à leurs actions<sup>1</sup>, il est certain qu'il devient difficile de garder une certaine objectivité face à la qualité de cette organisation ou encore sur celle des fédérations. Cela a non seulement eu un impact sur les idées apportées dans l'étude mais, aussi, sur les sources disponibles qui, outre les différents articles de journaux, proviennent surtout d'opposants aux fédérations<sup>2</sup>. De plus, l'implication d'un des deux auteurs et auteures de ce travail au sein de l'ASSÉ nous a permis d'expliquer plus facilement les différentes tendances au sein de l'ASSÉ que celles existant au sein des fédérations.

---

<sup>1</sup> Cela explique pourquoi certaines informations ou opinions sont mentionnées sans sources. Elles viennent des très nombreuses discussions que nous avons eues au sujet de la grève, du mouvement étudiant, etc. avec d'autres personnes depuis plus d'un an.

<sup>2</sup> Remarquons que le fait que l'ASSÉ est née en refus de la FÉCQ et de la FÉUQ, il y avait beaucoup plus de documents disponibles contre les fédérations que contre l'ASSÉ ou contre la CASSÉE

## Annexe 1

### **Que sont-ils et sont-elles devenus et devenues?**

#### Les carrières des présidents et présidentes de la FÉCQ

##### **Frédéric Lapointe (1992-1993)**

Implication antérieure : Secrétaire général de Force jeunesse.

##### **Stéphanie Vennes (1993-1995)**

Implications antérieures : Porte-parole du Mouvement étudiant pour la souveraineté. Membre de la Commission des États généraux sur l'éducation (1996).

##### **Philippe Leclerc (1997-1999)**

Implications antérieures : Candidat démissionnaire à la présidence du Comité national des jeunes du Parti Québécois. Fondateur du Consortium ECHO-Logique.

Emploi actuel : Représentant du forum jeunesse du Bloc Québécois à la Commission de la citoyenneté.

##### **Geneviève Baril (1999-2000)**

Implications antérieures : Vice-présidente du Fonds Jeunesse Québec. Vice-présidente du Conseil Permanent de la Jeunesse.

##### **Alexandre Gagnon (2000-2001)**

Implication antérieures : Vice-président pour l'est du Québec des jeunes libéraux du Canada.

#### Les carrières des présidents et présidentes de la FÉUQ

##### **Cédrick Paultel (1989-1990)**

Implications antérieures : Président du Comité sur l'éducation de la Commission politique de l'Action démocratique du Québec.

Emploi actuel : Conseiller aux affaires corporatives, Fonds de recherche sur la société et la culture

##### **Serge Charlebois (1992-1994)**

Implications antérieures : Membre du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (Conseil supérieur de l'éducation du Québec).

##### **François Rebello (1994-1996)**

Implications antérieures : Président de Force Jeunesse. Président directeur général du Groupe Investissement Responsable. Candidat défait du Bloc Québécois dans Outremont en 2004.

Emploi actuel : Vice-président du Parti Québécois et président de sa Commission politique.

##### **Jézabelle Palluy (1997-1997)**

Implication antérieures : Présidente du Conseil jeunesse de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

##### **Nikolas Ducharme (1997-1999)**

Implications antérieures : Porte-parole du OUI-UQAM. Président du Comité sur le renouvellement et l'intégration des jeunes à la fonction publique québécoise.

Emploi actuel : Président du comité aviseur de Solidarité Jeunesse (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec)

### **Daniel Baril (1999-2000)**

Implications antérieures : Porte-parole de la Coalition des organismes communautaires en développement de la main-d'œuvre. Candidat défait à la vice-présidence formation du Parti Québécois.

Emploi actuel : Président de l'instance régionale Montréal-Centre du Parti Québécois.

### **Christian Robitaille (2000-2001)**

Implications antérieures : Candidat défait au rectorat de l'Université Laval. Conseiller en développement – dossiers jeunesse au Conseil régional de concertation et de développement de la région du Québec.

Emploi actuel : Coordonnateur du Forum Jeunesse de la région de Québec.

### **Andrée Mayer-Périard (2001-2002)**

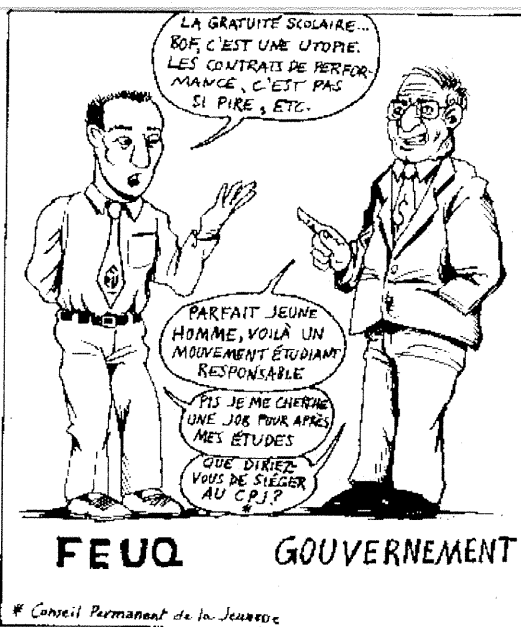
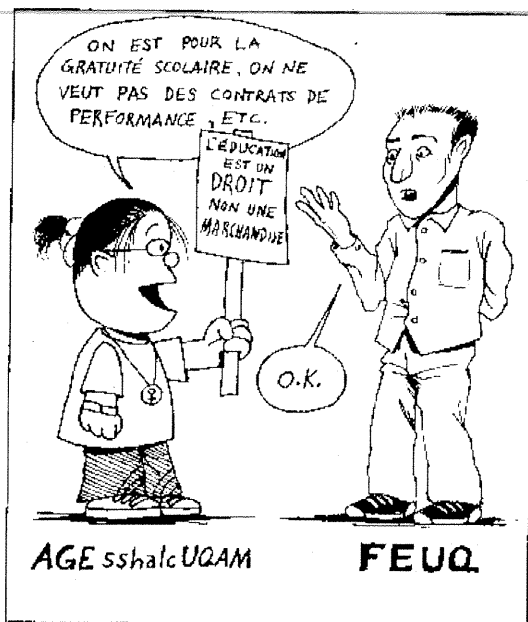
Implications antérieures : Vice-présidente du Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec.

Emploi actuel : Directrice générale du Comité sectoriel de la main-d'œuvre des services de soins personnels

### **Nicolas Brisson (2002-2004)**

Implications antérieures : Président du Forum Jeunesse du Bloc Québécois. Directeur adjoint de la campagne électorale du bloquiste François Rebello en 2004.

Emploi actuel : Attaché politique de la députée péquiste Elsie Lefebvre.



## Annexe 2

### Positions de l'ASSÉ

#### Article 3 de ses statuts et règlements : Buts

(Association pour une solidarité syndicale étudiante 2005)

L'ASSÉ vise à regrouper les syndicats étudiants locaux aux niveaux régional et national afin de défendre les intérêts des étudiantes et des étudiants :

1. par la promotion, le développement et la protection, par tous les moyens nécessaires, des intérêts matériels, professionnels, culturels, académiques et sociaux des étudiantes et des étudiants ;
2. par la mise en relation des différentes associations étudiantes locales entre elles ;
3. par la formation, l'éducation, l'information, la conscientisation et la mobilisation ;
4. par la création d'un espace de solidarité propice à l'élimination de la compétition entre étudiantes et étudiants, afin de permettre le développement de la solidarité inhérente à la communauté d'intérêts que partagent ces dernières et derniers ;
5. par l'appui et le soutien des luttes menées par ses membres et les autres groupes étudiants, tant et aussi longtemps qu'elles conviennent aux principes de l'organisation ;
6. par l'appui et le soutien aux luttes menées par le mouvement ouvrier, les femmes, les autochtones, les immigrants et les immigrantes et l'ensemble des autres luttes progressistes ;
7. par la construction et le maintien d'un rapport de force permanent face à l'État et à l'élite économique ;
8. par une analyse et une compréhension de l'éducation dans une perspective sociétale globale ;
9. par la prise des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à la réalisation des buts fixés par l'organisation ;
10. par une organisation démocratique qui fonctionne sous le contrôle direct de ses membres ;
11. par la démocratisation des institutions d'enseignement (gestion par les personnes concernées) dans une perspective d'autogestion.

## Bibliographie

### Textes utilisés explicitement durant le travail

- AÉLIÉS, 2003. *Document de réflexion sur l'affiliation de l'AÉLIÉS à la FEUQ*. Québec : AÉLIÉS.
- Anonyme. 2000a. *Votons contre la FEUQ*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Anonyme. 2000b. *La FEUQ : partenaire du sommet*. Montréal : AGESSHALUQÀM.
- Anonyme. 2001a. *Contre la FEUQ*. Montréal : AGEsshalcUQÀM
- Anonyme. 2001b. *Saviez-vous que....*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Anonyme. 2001c. *Contre la FECQ*. Montréal : Inconnu.
- Anonyme. 2005. *Que la grève soit permanente*. Montréal : Inconnu.
- Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. 2004. *Recueil de textes sur l'histoire du mouvement étudiant québécois*. Montréal : Association pour une solidarité syndicale étudiante.
- Association pour une solidarité syndicale étudiante. 2005 «Association pour une solidarité syndicale étudiante». [En ligne]. <http://www.asse-solidarite.qc.ca/> (Page consultée le 10 novembre 2005).
- 
- Beauvais, Guillaume. 2005. *Récit d'une assemblée générale à la FEUQ*. Montréal : Aucune.
- Bédard, Éric. 1994. *Histoire de la FAÉCUM*. Montréal : Andrée Laprise (Éditrice déléguée)
- Chouinard, Marie-Andrée. 29 avril 2005a. «37 000 membres à la FÉCQ plutôt que les 60 000 affichés», *Le Devoir* (Montréal).
- Chouinard, Marie-Andrée, 8 octobre 2005b. «Mouvement étudiant et PQ, un bon ménage?», *Le Devoir* (Montréal).
- Comité du oui à la désaffiliation – AGEsshalcUQAM. 2000. *La FEUQ, un outil...au service de l'économie*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Côté, Simon-Pierre et Mathieu Laberge. 24 février 2005. «Raison et tort», *La Presse* (Montréal), A25.
- Curran, Peggy et Mike de Souza. 25 février 2005. «Let's talk, only if nobody gets hurt, the minister says», *The Gazette* (Montréal), A2.
- FÉCQ. 2005 «Fédération étudiante collégiale du Québec», [En ligne]. <http://www.fecq.org/> (Page consultée le 5 décembre 2005).
- FEUQ. 2005. «Fédération étudiante universitaire du Québec». [En ligne]. <http://www.feug.qc.ca/> (Page consultée le 5 décembre 2005).



- Fournier, Jean-Marc. 9 mars 2005. «Commentaires à la suite de sa rencontre avec la Coalition de l'ASSÉ élargie», [En ligne]. <http://www.assnat.qc.ca/fra/conf-presse/2005/050309JF.HTM> (Page consultée le 28 novembre 2005).
- Gagné, Simon. 26 février 2001. «Un contre-sommet de la Jeunesse», *Le Soleil* : Québec.
- Groupe des douze, 2005. «Manifeste pour un Québec lucide» [En ligne]. [www.pourunquebeclucide.com](http://www.pourunquebeclucide.com) (Page consultée le 12 décembre 2005).
- Gruber, Emmanuelle. 26 janvier 2005. «Politique étudiantes ou étudiants politiques?», *Le Quartier libre* (Montréal).
- Guillemette, Louis Charles. 27 septembre 2005. «Une autre histoire, selon la Fédération», *Impact Campus* (Québec).
- Hors d'œuvres, 2005a, *Fuck-FÉCQ-FÉUQ-Flic-Fest*, Café Chaos, Montréal : Hors d'œuvres.
- Hors d'œuvres, 2005b, Étude sociopolitique de l'ASSÉ, Montréal : Hors d'œuvres.
- Hors d'œuvres. 2005c. *Que sont-ils devenus? Les carrières des présidents de la FECQ*. Montréal : Hors d'œuvres.
- Hors d'œuvres. 2005d. *Que sont-ils devenus? Les carrières des présidents de la FEUQ*. Montréal : Hors d'œuvres.
- 
- Hors d'œuvres. 2005e. *Le budget de la FEUQ démystifié*. Montréal : Hors d'œuvres.
- Huard, Olivier. avril 2005. « Au pays des fédéistes », *Union Libre* (Montréal), 17.
- Internationale situationniste. 1997. *Internationale situationniste*. Paris : Librairie Arhème Fayard.
- Karim, Farouk. 2005. «Farouk Karim» [En ligne]. <http://www.faroukkarim.org/> (Page consultée le 14 novembre).
- Larouche, Vincent. 9 mars 2005. «La Doublure, FEUQ et PQ», *Le Quartier Libre* (Montréal).
- Légaré, Isabelle. 14 décembre 2000. « Non à une loi spéciale », *Le Nouvelliste* : Trois-Rivières.
- Lévesque, Kathleen. 24 novembre 2005. «Huit organismes jeunesse réclament une réduction de la dette». *Le Devoir* (Montréal).
- Ministère de l'éducation. 2005. «Le Ministère de l'éducation alloue 5 millions de dollars pour favoriser la réussite au collégial». In Ministère de l'éducation, 2005. *Ministère de l'éducation*, [En ligne], <http://www.mels.gouv.qc.ca/CPRESS/cprss2005/c050117a.htm> (Page consultée le 28 novembre 2005)
- Naud, Gérard. 2005. *Épilogue sur la grève étudiante*. Montréal : Syndicat des professeurs du collège du Vieux Montréal.

- Potvin, Maryse et Richard Turmel. 8 avril 2005. « Retentissements et errements du mouvement étudiant », *Le Devoir* (Montréal), A7.
- Ratel, Jean-Luc. 2005. Quand l'improvisation rime avec déception. Montréal : Association des cycles supérieurs de sociologie de l'Université de Montréal.
- Snoopy. 1996. « Le mouvement étudiant frappe! ». *Démanarchie* 3, (no1) : 3.
- Thibault, Christine et Stéphanie Thibault. 2005a. *Chronologie de la grève hiver 2005*. Montréal : Association pour une solidarité syndicale étudiante.
- Thibault, Christine et Stéphanie Thibault. Octobre 2005b. «Compte-rendu de la visite d'André Boisclair», *Le Bagou* (Montréal).
- Touzin, Caroline. 27 février 2005a. « La FÉUQ lance une campagne de pub télé », *La Presse* (Montréal), A1 et A 12.
- Touzin, Caroline. 8 mars 2005b. « Le moral est d'acier au cégep Saint-Laurent », *La Presse* (Montréal), A3.
- UNEF. 1946. *Charte de Grenoble*. UNEF : Grenoble.
- Zinn, Howard. 2002. *une histoire populaire des Etats-Unis : de 1492 à nos jours*. Montréal : Lux.

#### Entrevues utilisées

- Godbout, Stéphane. 2004. Directeur des services aux étudiants au cégep du Vieux Montréal, il a expliqué à l'exécutif de l'AGECVM, dont l'un des auteurs de ce texte fait partie, la situation budgétaire des services aux étudiants.
- Labrecque, Christian. 2005. Se définissant comme communiste, il s'est beaucoup engagé dans cette lutte.
- Lussier-Séguin, Maya. 2005. Membre du comité national des jeunes du Parti québécois (CNJPQ), elle a fait la proposition que le CNJPQ soit solidaire des revendications de la CASSÉE.
- Simard, David. 2005. Anarchiste qui critique les postgauchistes. Membre de Hors d'œuvres.

#### Textes ayant servi au travail de façon générale

- Allard, Marie. 8 avril 2005. «La grève des étudiants tire à sa fin», *La Presse* (Montréal), A22.
- Allard, Marie et Gilles Normand. 24 mars 2005. «Fournier menace de prolonger le trimestre», *La Presse* (Montréal), A1 et A6.
- Allard, Marie et Hugo Meunier. 23 mars 2005. «Une demi-douzaine de manifestants arrêtés», *La Presse* (Montréal), A1 et A21.

- Anonyme. 1996. « La grève fracasse le consensus néolibéral ». *Démanarchie* (no ) : \_ .
- Anonyme. 2000a. *La FEUQ laisse ses traces... malheureusement!* \_ \_ \_ \_
- Anonyme. 2005. *FECQ et FEUQ : la voix de la confusion*. \_ \_ \_ \_ \_
- Ballivy, Violaine. 8 avril 2005. « Bisbille au sein de la FEUQ », *Le Soleil* (Montréal), A11.
- Beauchemin, Malorie. 4 avril 2005. « La CASSÉE demande aux étudiants de rejeter une « entente au rabais », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A8.
- Bélanger, André et Vincent Lemieux. 2002. *Introduction à l'analyse politique*. Montréal : gaëtan morin éditeur.
- Bellerose, Patrick. 9 mars 2005. « Grèves d'antan », *Montréal Campus* (Montréal), 11.
- Bouchard, Julie et Jonathan Plamondon. 26 et 27 mars 2005. « Intransigeants, dites-vous? », *Le Devoir* (Montréal), B5.
- Bourgault-Côté, Guillaume. 11 avril 2005. « Grève étudiante : la CASSÉE jette l'éponge », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A8.
- Bourgault-Côté, Guillaume. 29 mars 2005. « Grève étudiante : le dialogue avec Québec reprend », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A8.
- Bourgault-Côté, Guillaume. 28 février 2005. « Les étudiants en grève veulent aussi rencontrer le ministre Fournier », *Le Devoir* (Montréal), A2.
- Cauchy, Clairandrée. 31 mars 2005. « 73% d'appuis aux étudiants », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A8.
- Cauchy, Clairandrée. 2 et 3 avril 2005. « Entente de principe entre Québec et les étudiants », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A12.
- Cauchy, Clairandrée. 19 et 20 mars 2005. « Histoire de grèves », *Le Devoir* (Montréal), B2.
- Cauchy, Clairandrée. 5 avril 2005. « Les étudiants sont divisés », *Le Devoir* (Montréal), A3
- Chouinard, Marie-Andrée et Tommy Chouinard. 25 février 2005. « Pas de solutions dans la violence », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A10.
- Chouinard, Marie-Andrée. 9 mars 2005. « Étudiants : grève générale en vue », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A8.
- Chouinard, Marie-Andrée et Tommy Chouinard. 18 mars 2005. « La FEUQ est prête à mettre de l'eau dans son vin », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A10.
- Chouinard, Marie-Andrée et Tommy Chouinard. 23 mars 2005. « Les cégeps refusent la facture de la grève », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A10.

- Chouinard, Marie-Andrée et Tommy Chouinard. 25 mars 2005. « Fournier balaie les demandes étudiantes », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A10.
- Chouinard, Marie-Andrée. 8 avril 2005. « Retour en classe », *Le Devoir* (Montréal), A5
- Collard, Nathalie. 16 mars 2005. « Qui dit quoi? », *La Presse* (Montréal), A3.
- Comité du oui à la désaffiliation – AGEsshalcUQAM. 2000b. *Non à la FEUQ*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Comité du oui à la désaffiliation – AGEsshalcUQAM. 2000c. *Oui à la désaffiliation de la FEUQ*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Comité exécutif de l'Association facultaire étudiante en lettres langues et communication de l'UQAM. 2004. *Chronique d'une rupture annoncée*. Montréal : AFELLC-UQAM.
- Côté, Émilie. 15 avril 2005. «Manif étudiante», *La Presse* (Montréal), A5.
- Crevier, Raphaël. 9 février 2005. « Dettes et temps », *Montréal-Campus* (Montréal), 9.
- Curran, Peggy et Mike de Souza. 25 février 2005. « Let's talk, only if nobody gets hurt, the minister says », *The Gazette* (Montréal), A2.
- Foglia, Pierre. 12 mars 2005. «Qu'avez-vous appris au juste», *La Presse* (Montréal), A5.
- Gruber, Emmanuelle. 6 avril 2005. «Guerre de tranchées», *Quartier Libre* (Montréal), 5.
- 
- Laplante, Robert. 18 mars 2005. « De la résistance à la riposte », *Le Devoir* (Montréal), A9.
- Larouche, Vincent. 6 avril 2005. « Il est peut-être temps », *Montréal Campus* (Montréal), 9.
- Larouche, Vincent. 9 mars 2005. « La balle dans le camp du ministre », *Montréal Campus* (Montréal), 9.
- Lauzon, Léo-Paul. avril 2005. « La gratuité scolaire est au fond des grosses poches », *L'aut'journal* (Montréal), 6.
- Lavigne, Simon. mars 2005. « De l'unité du mouvement étudiant », *Union Libre* (Montréal), 8.
- Lefebvre, Caroline, Sacha Desautels et Félix Lapan. 2000. *Dehors la FEUQ*. Montréal : AGEsshalcUQAM.
- Lemay, Marie-France-Lou. 23 mars 2005. « Le dernier droit? », *Montréal campus* (Montréal), 5.
- Lemay, Marie-France-Lou. 9 mars 2005. « Tous pour un? », *Montréal campus* (Montréal), 5.
- Meunier, Hugo. 4 mars 2005. «10 000 de plus à la rue», *La Presse* (Montréal), A3.
- Meunier, Hugo. 6 avril 2005. «Des anarchistes appuient la CASSÉE», *La Presse* (Montréal), A9.

Meunier, Hugo. 2 mars 2005. « Les associations étudiantes ont du mal à s'entendre sur leurs revendications », *La Presse* (Montréal), A10.

Miron, Richard. 2001. *Quand les universitaires parlent pour les pauvres*. Montréal : Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain.

Phébus, Nicolas. 2000. *Reirement au Sommet de la jeunesse, les contestataires gardent le cap*.

-----

Presse canadienne. 5 mars 2005. « Bourses : les étudiants jurent que Québec devra vivre avec sa décision », *La Presse* (Montréal), A10.

Presse canadienne. 23 février 2005. « L'ADQ appuiera les étudiants s'ils déclenchent une grève générale », *Le Journal de Montréal* (Montréal), 15.

Renaud, Benoit. 1996. « Six grèves générales ». Dans Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. 2004. *Recueil de textes sur l'histoire du mouvement étudiant québécois*. Montréal : Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, 15-46.

Rioux, Christian. 23 mars 2005. « Les cégeps refusent la facture de la grève », *Le Devoir* (Montréal), A1 et A10.

Touzin, Caroline. 8 mars 2005. « André-Laurendeau vire-t-il à gauche? », *La Presse* (Montréal), A3.

Touzin, Caroline. 27 mars 2005. « Chartrand donne son appui à la CASSÉE », *La Presse* (Montréal), A7.

Touzin, Caroline. 26 mars 2005. « La machine de la grève », *La Presse* (Montréal), A3.

Touzin, Caroline. 4 avril 2005. « Le début de la fin? », *La Presse* (Montréal), A18.

Touzin, Caroline. 1<sup>er</sup> mars 2005. « Les dessous de la grève », *La Presse* (Montréal), A3.

Touzin, Caroline. 1<sup>er</sup> mars 2005. « Les étudiants sur le pied de guerre », *La Presse* (Montréal), A2.

Touzin, Caroline. 13 mars 2005. « Manifestation pacifique », *La Presse* (Montréal), A1 et A14.

Touzin, Caroline. 17 mars 2005. « Unification du mouvement de grève? », *La Presse* (Montréal), A3.

Whitlock, Marie-Michèle et François Baillargon. janvier 2005. « Pourquoi craindre la récupération du mouvement étudiant? », *Ultimatum* (Montréal), 4.

